

## Archived Content

Information identified as archived on the Web is for reference, research or record-keeping purposes. It has not been altered or updated after the date of archiving. Web pages that are archived on the Web are not subject to the Government of Canada Web Standards.

As per the [Communications Policy of the Government of Canada](#), you can request alternate formats on the "[Contact Us](#)" page.

## Information archivée dans le Web

Information archivée dans le Web à des fins de consultation, de recherche ou de tenue de documents. Cette dernière n'a aucunement été modifiée ni mise à jour depuis sa date de mise en archive. Les pages archivées dans le Web ne sont pas assujetties aux normes qui s'appliquent aux sites Web du gouvernement du Canada.

Conformément à la [Politique de communication du gouvernement du Canada](#), vous pouvez demander de recevoir cette information dans tout autre format de rechange à la page « [Contactez-nous](#) ».

PROJET DE RECHERCHE – MAÎTRISE EN GESTION DE LA DÉFENSE

**LA CONTRE-INSURRECTION N'EST QU'UN PROLONGEMENT DE LA POLITIQUE  
PAR D'AUTRES MOYENS POLITIQUES.**

By/par Maj Louis Lapointe

*This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.*

Word Count: 19802

*La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.*

Compte de mots : 19802

## TABLE DES MATIÈRES

Table des matières	ii
Liste des figures	iii
Sommaire	iv
Remerciements	v
Introduction	1
Module 2 – Une théorie de gouvernance contre-insurrectionnelle	
1. Introduction	7
2. La théorie stratégique	10
3. La théorie opérationnelle	31
4. Conclusion	46
Module 3 - Les modèles contre-insurrectionnels	
1. Introduction	49
2. La situation d’urgence en Malaisie 1948-1960	50
3. Les troubles d’Irlande du Nord 1967-2010	69
Conclusion	92
Appendice - Ébauche d’une théorie tactique non-militaire	95
Bibliographie	102

**LISTE DES FIGURES**

Figure 1.1 :	Le continuum des opérations et les opérations de sécurité et de gouvernance dans l'ensemble du spectre.	3
Figure 2.1 :	Le modèle <i>nettoyer tenir et construire</i> selon une approche pangouvernementale	37
Figure 2.2 :	Le modèle de la <i>tache d'encre</i> selon une approche pangouvernementale	43

## SOMMAIRE

Les soixante dernières années ont vu naître une très grande quantité de luttes insurrectionnelles. Les insurrections causèrent plus de destruction et de victimes que les deux grandes guerres réunies. Selon David Galula, les principales conditions de réussite d'une insurrection sont que l'insurgé doit avoir une cause séduisante et qu'il doit y avoir des failles dans l'appareil gouvernemental et politique. Ces conditions appuient la théorie que pour obtenir une paix durable, la résolution d'un conflit insurrectionnel doit passer par la politique et le gouvernement civil plutôt que par des opérations militaires.

Au point de vue théorique, la stratégie contre-insurrectionnelle d'un gouvernement civil doit tout d'abord établir une politique nationale qui reposera sur la primauté civile, la reconnaissance qu'une contre-insurrection est une lutte politique, et l'unification des efforts contre-insurrectionnels sous un commandement centralisé civil. Sur le plan international, la cause du gouvernement doit être perçue plus positivement que celle de l'insurgé afin d'empêcher l'assistance externe de rejoindre les insurgés. Bref, la stratégie contre-insurrectionnelle gouvernementale doit tenir compte que le centre de gravité du conflit est la population, ainsi, elle doit focaliser sur l'obtention du soutien de la population.

Au point de vue opérationnel, deux façons de faire campagne ont fait leurs preuves : soit l'approche de la *tache d'encre* et l'approche du *nettoyer, tenir et construire*. Pour chacune des approches, le centre de gravité est le soutien de la population et c'est au travers de la crédibilité du gouvernement à accomplir efficacement cette tâche que la police se retrouve à être l'instrument principal de la campagne de contre-insurrection comme bras armé du gouvernement.

Ce papier explore donc la thèse qu'un gouvernement civil fort, soutenu par des forces de police ou paramilitaires nationales, est mieux adapté que des forces armées conventionnelles pour combattre une insurrection. Cette thèse est appuyée par deux exemples de réussites contre-insurrectionnelles, la situation d'urgence en Malaisie 1948-1960 et les troubles d'Irlande du Nord 1967-2010. L'analyse de ces modèles illustre comment une stratégie et un plan de campagne doivent reposer sur la primauté du gouvernement civil dans une lutte contre-insurrectionnelle.

## REMERCIEMENTS

Je voudrais remercier certaines personnes pour leur assistance dans ce projet de recherche. Premièrement, mon aviseur académique, le Dr Miloud Chennoufi du Collège des Forces canadiennes à Toronto pour avoir bien aiguillé mes recherches et pour ses précieux conseils quant à la rédaction de ce mémoire. Je voudrais aussi remercier le lieutenant-colonel Steve Williams de l'Aviation Royale britannique et confrère de classe pour avoir suscité des discussions sur le sujet et m'avoir permis de mettre la main sur d'excellents ouvrages de référence. Je veux aussi remercier ma cousine, Karène, et ma mère pour la révision de mes ébauches et pour les bonnes critiques qu'elles m'ont offertes. Finalement, je voudrais remercier mon épouse Angie, pour avoir révisé mon travail, pour ses encouragements et pour la mère merveilleuse qu'elle a été pour notre petite fille Charlotte en mon absence. À vous tous qui avez contribué à ce projet de recherche, je vous remercie de votre patience, de votre soutien et de votre compréhension.

Major Louis Lapointe M.V.M., M.S.M., C.D.  
Royal 22<sup>e</sup> Régiment  
Avril 2010

## INTRODUCTION

Les guerres irrégulières semblent être en voie de devenir les principaux conflits du futur. L'effacement de la bipolarité de la Guerre froide qui a laissé la place à une anarchie où des États en déroutes, souvent issus de l'ère coloniale, sont en train de redéfinir l'environnement de sécurité contemporain. Ces États en déroutes sont souvent des incubateurs de conditions favorables aux insurrections. Les insurrections sont généralement alimentées par le caractère impérialiste d'États ou de multinationales, par les différences ethniques, religieuses ou politiques. Depuis le 11 septembre 2001, la contre-insurrection est devenue le sujet de l'heure pour toute la communauté militaire. C'est comme si, à la fin de la Guerre froide, le monde occidental s'était endormi dans un coma profond et qu'à son réveil le monde entier venait de changer. Nous venons de découvrir l'insurrection. Cependant, l'insurrection n'est pas une invention d'Al Qaeda, des Talibans ou des Iraquiens, nous la côtoyons et l'avons souvent alimentée, spécialement depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. En fait, l'insurrection a toujours fait partie des conflits, ce sont surtout les moyens et la façon de faire la guerre qui ont évolué. La conception westphalienne du monde n'aura pas survécu à l'épreuve du temps dans plusieurs régions du monde. Bien qu'il y ait une paix relative entre les États, à cause de la mondialisation, des déchirements intra-étatiques ont entraîné une instabilité mondiale que l'Occident ne peut pas ignorer.

Dorénavant, l'ère des combats rangés entre souverains ou puissances militaires traditionnelles est presque devenue caduque. Même si elle ne l'est pas, le caractère populaire et intestinal de la guerre amènera la résolution des conflits du champ de bataille

aux villes et aux foyers mêmes des populations. David Galula a bien paraphrasé Clausewitz par rapport à l'insurrection en affirmant que : «l'insurrection est la poursuite de la politique d'un parti, dans un pays donné, par tous les moyens possibles».<sup>1</sup> C'est pourquoi, on parle maintenant de syndrome de guerre totale et d'opérations dans l'ensemble du spectre des conflits.

Les opérations dans l'ensemble du spectre comportent trois types d'activités tactiques : les opérations offensives, défensives et de stabilité.<sup>2</sup> Selon le continuum des opérations et la théorie de la guerre à trois volets, il est admis que les forces impliquées dans une guerre pourront être appelées à mener des opérations de combat, de stabilité et d'aide humanitaire de façon simultanée.<sup>3</sup> Ce type de guerre asymétrique demande donc aux forces armées d'être en mesure de détruire un ennemi sur le champ de bataille par l'utilisation de tactiques offensives et défensives et d'être en mesure de mener de façon simultanée des combats de contre-insurrection et à fournir l'aide humanitaire à la population. Selon Walter Dorn, on ne devrait pas demander aux soldats d'être les experts dans ce qu'ils ne sont pas et qu'on devrait séparer les opérations de combat des autres missions.<sup>4</sup> Donc, il est entendu que les militaires ne sont pas l'outil idéal pour s'acquitter

---

<sup>1</sup> David Galula, *Contre-insurrection: Théorie et pratique* (Paris : Économica, 2008), p10.

<sup>2</sup> Ministère de la Défense nationale, B-GL-323-004/FP-004. *Opérations de contre-insurrection*, (Kingston : MDN Canada, 2008), p. 1-4.

<sup>3</sup> Charles Krulak, "The Three Block War: Fighting in Urban Areas", *Vital Speeches of the Day*, vol. 64, no 5, (15 décembre 1997), p. 18-23.

<sup>4</sup> Walter Dorn et Michael Varey, "L'essor et le déclin de la «guerre à trois volets » ", *Revue militaire canadienne*, vol. 10, no 1, p. 44.



de tâches dépassant les opérations de combats majeures dans l'ensemble du spectre des opérations.

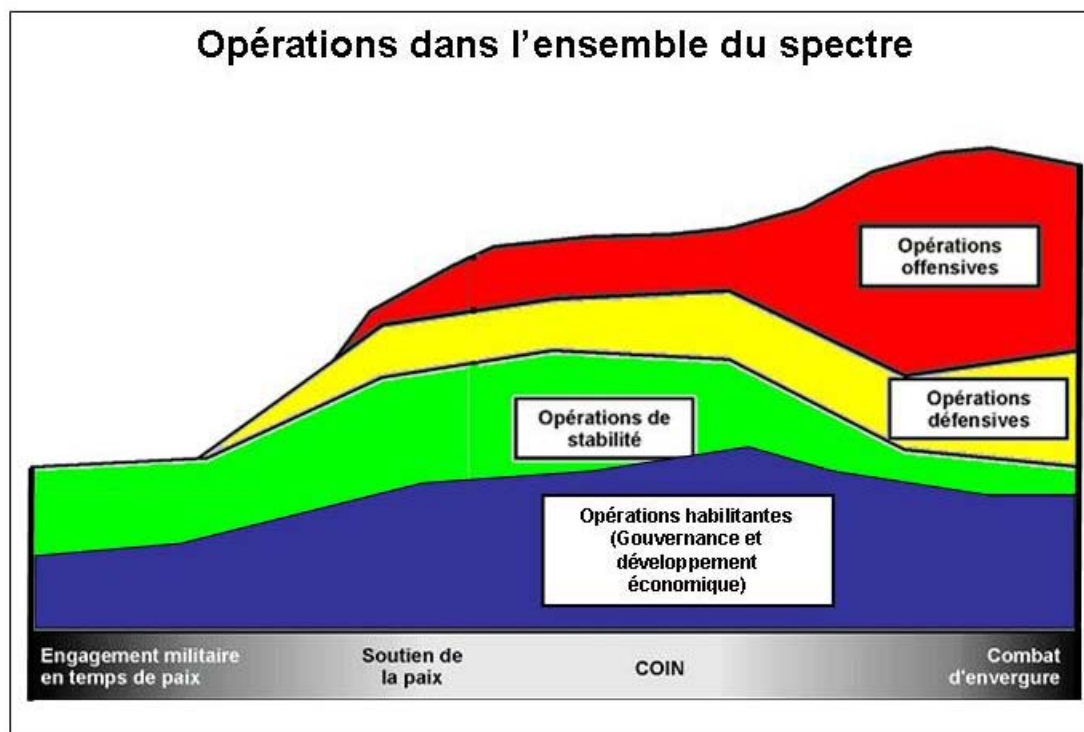


Figure 1.1 – Le continuum des opérations et les opérations de sécurité et de gouvernance dans l'ensemble du spectre.<sup>5</sup>

La guerre asymétrique nous force donc à déterminer quel sera l'ennemi de la prochaine guerre et quelles seront ses motivations. L'ennemi prendra possiblement la forme de force conventionnelle au début des hostilités mais lorsqu'il sera acculé au pied du mur, face à son élimination, il peut entreprendre une mutation et se transformer en force irrégulière. Il est aussi possible que l'ennemi adopte dès le départ la forme d'une force irrégulière incapable de mener un combat conventionnel sans être voué à l'échec, face à des forces conventionnelles gouvernementales. Ces mutations sont bien expliquées par la révolution chinoise de Mao Zedong. En 1927, Mao mena le

<sup>5</sup> Cette figure a été développée par l'auteur basée sur le concept présenté dans Ministère de la Défense nationale, B-GL-323-004/FP-004. *Opérations de contre-insurrection*, p. 1-6.

soulèvement de la récolte d'automne dans la province d'Hunan, avec quatre régiments du parti communiste chinois, vers une défaite cuisante qui le força à se retirer dans les montagnes où, affaibli, il fut contraint de réorienter sa cause pour séduire les paysans. Poursuivi par les forces nationalistes, Mao fut forcé à des tactiques de guérilla contre les forces nationalistes de 1930 à 1936 et ensuite, contre l'envahisseur japonais jusqu'en 1945. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, Mao avait acquis le soutien populaire et son armée a pu reprendre une structure de combat conventionnel jusqu'à la chute du régime nationaliste en 1949.<sup>6</sup> Cependant, il n'a jamais vraiment opposé ses troupes directement aux forces nationalistes qui bénéficiaient d'un appui étranger considérable, préférant ainsi miser sur les milices locales, et un groupe restreint de guérilleros et de troupes régionales dans des manœuvres d'harcèlement qui ont empêché les nationalistes de capitaliser sur une victoire décisive.<sup>7</sup>

La victoire des communistes chinois démontra l'avantage de la puissance idéologique soutenue par une cause populaire contre une puissance matérielle soutenue par un appareil gouvernemental malade.<sup>8</sup> Selon David Galula, la première condition de réussite pour qu'une insurrection prenne racine dans la population est qu'elle doit reposer sur une cause séduisante.<sup>9</sup> Deuxièmement, il doit y avoir des failles dans la police,

---

<sup>6</sup> John A. Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam* (Chicago : The University of Chicago Press, 2005), p. 20-23.

<sup>7</sup> David Galula, *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, p. 26.

<sup>8</sup> David Galula, *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, p. 15.

<sup>9</sup> La cause peut être de nature politique, sociale, économique ou virtuelle. L'absence de cause est ce qui différencie, les insurgés et les révolutionnaires des groupes criminalisés. Comme par exemple les FARC de Colombie qui ont comme motivation première le profit de leurs entreprises narcotiques.

l'administration gouvernementale et le régime politique. Troisièmement, l'insurgé doit disposer d'un environnement géographique favorable. Finalement, l'insurgé pourrait très bien bénéficier d'un soutien extérieur afin d'endosser ses actions et appuyer sa cause politique ou bien bénéficier d'une assistance matériel et monétaire.<sup>10</sup> Donc, les outils contre-insurrectionnels doivent être adaptés pour contrer les conditions énumérées ci-dessus, et prendront certainement la forme d'une approche pangouvernementale. Selon Colin Gray, le combat de contre insurrection est d'abord et avant tout une affaire politique.<sup>11</sup> Cependant, il ne faut pas élever l'approche pangouvernementale au statut de panacée, puisque pour qu'elle soit pertinente, elle doit être équilibrée et adaptée à la situation.

Ce mémoire de recherche adresse donc la question de savoir comment des forces militaires coalisées ou même un appareil gouvernemental loyaliste doivent approcher une insurrection. Sommes-nous outillés et structurés adéquatement pour combattre une insurrection. Selon David Gompert, une stratégie d'attrition a peu de chance d'être efficace et peut avoir des effets adverses. Selon ce même auteur, l'usage de la force doit être judicieux et sélectif et l'on ne doit pas aborder une insurrection comme n'importe quelle guerre sinon il en résultera un échec ou une victoire à des coûts exorbitants.<sup>12</sup> Les gouvernements et leur bras armé ne doivent pas entrer dans le paradoxe d'utiliser une

---

<sup>10</sup> David Galula, *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, p. 65.

<sup>11</sup> Colin S. Gray, "Irregular Warfare: One Nature, Many Characters", *Strategic Studies Quarterly* 1, no. 2 (Winter 2007), p. 44.

<sup>12</sup> David C. Gompert, John Gordon IV, Adam Grissom, David R. Frelinger, Seth G. Jones, Martin C. Libicki, Edward O'Connell, Brooke K. Stearns, Robert E. Hunter. *War By Other Means - Building Complete And Balanced Capabilities For Counterinsurgency* (Pittsburg : RAND Corporation, 2008), p. xxxii.

masse pour tuer une fourmi. Donc, ce mémoire démontrera qu'un gouvernement civil fort, soutenu par des forces de police ou paramilitaires nationales est mieux adapté que des forces armées conventionnelles pour combattre une insurrection.

Cette analyse de l'emploi d'une enveloppe de sécurité axée sur le gouvernement civil abordera tout d'abord la théorie d'une force contre-insurrectionnelle non militaire. Cette analyse se fera sur les plans stratégique et opérationnel. Ensuite, ce mémoire emploiera deux modèles de campagnes contre-insurrectionnelles : la Malaisie 1948 – 1960 et l'Irlande du Nord 1967 – 2010. Ces deux modèles ont été choisis car ils représentent des exemples de succès d'une campagne de contre-insurrection menée par des forces non-militaires. Ces modèles sont représentés par les deux premiers types d'insurrection de Gompert par rapport à leur portée : locale et locale-internationale.<sup>13</sup> Les deux modèles sont aussi représentés par deux catégories d'insurrection de Chaliand par rapport à leur cause: mouvements de libération et révolutions ethnocentriques.<sup>14</sup>

---

<sup>13</sup> Selon Gompert, les insurrections sont divisées en quatre types : local, local-international, global-local et global. Les troisième et quatrième modèles ne sont pas représentés puisqu'ils ne sont qu'une augmentation différée des deux premiers types au point de vue de leur application. David C. Gompert, *War By Other Means - Building Complete And Balanced Capabilities For Counterinsurgency*, p. xxix-xxxi.

<sup>14</sup> Gérard Chaliand, "Introduction", extrait de *Guerrilla Strategies: An Historical Anthology from the Long March to Afghanistan* (Berkeley, CA: University of California Press, 1982), p. 11

## UNE THÉORIE DE GOUVERNANCE CONTRE-INSURRECTIONNELLE

[trad.] *N'essayez pas d'en faire trop de vos propres mains. Il vaut mieux laisser les Arabes le faire de façon satisfaisante que de le faire vous-même parfaitement. C'est leur guerre, et vous êtes là pour les aider, pas pour la gagner à leur place. En fait, selon les particularités étranges de l'Arabie, le travail que vous aurez accompli personnellement ne sera vraisemblablement pas aussi bon que vous l'imaginiez.*<sup>15</sup>

- T.E. Lawrence, 1917.

### INTRODUCTION

Avec la prémisse qu'une insurrection est d'abord et avant tout une lutte politique qui, à son extrême, peut prendre une forme armée, il est logique d'assumer que l'outil contre-insurrectionnel devra être de nature politique. Selon Galula, les opérations militaires ne devraient compter que pour 20% du combat contre-insurrectionnel et le reste des efforts devrait se consacrer à la politique.<sup>16</sup> Puisqu'un ennemi irrégulier ne concentrera généralement pas ses forces dans le but de s'engager dans une bataille décisive, la lutte contre insurrectionnelle doit principalement prendre une forme politique, d'intelligence (renseignements), économique, sociale et de police. Les forces conventionnelles doivent cependant être prêtes à soutenir ces formes lorsque l'opportunité se présente.<sup>17</sup> Selon la doctrine américaine, les agences civiles devraient

---

<sup>15</sup> T.E. Lawrence, "Twenty-seven Articles", *Arab Bulletin*, 20 August 1917 [revue en ligne]; accessible à [http://telawrence.net/telawrencenet/works/articles\\_essays/1917\\_twenty-seven\\_articles.htm](http://telawrence.net/telawrencenet/works/articles_essays/1917_twenty-seven_articles.htm); Internet; consulté le 5 février 2010.

<sup>16</sup> David Galula, *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, p. XII.

<sup>17</sup> Colin S. Gray, *Irregular Enemies and the Essence of Strategy: Can the American Way of War Adapt?*, (Leavenworth : Essai rédigé pour The Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, 2006), p. 11.

mener les efforts contre-insurrectionnels,<sup>18</sup> Nous savons que la contre-insurrection est une lutte pour le soutien de la population. À cette fin, il est possible d'affirmer que l'appareil militaire devrait être subordonné à l'autorité civile, donc en soutien aux opérations de police.<sup>19</sup> L'usage de la force devrait être minimal, la mort d'insurgés suite à une opération militaire ne devrait pas être vue comme une finalité mais plutôt comme une plus-value à l'action politique de contre-insurrection, sans toutefois être considérée comme gain stratégique mais plutôt comme victoire tactique limitée.

Pour être efficace, dans une contre insurrection, il faut saisir l'essence de la l'insurrection et savoir quel outil s'avérera utile et à quel moment. Les composantes d'une guerre prolongée révolutionnaire selon Mao Zedong sont l'agitation politique, les combats de guérilla et les combats réguliers conventionnels.<sup>20</sup> La première phase est adressée par Galula comme étant la guerre révolutionnaire froide. C'est-à-dire qu'une intervention armée n'est pas envisagée et que le gouvernement loyaliste doit s'efforcer d'agir contre les dirigeants de l'insurrection et sur les conditions propices à l'insurrection. À ce stade, la police pourrait être augmentée afin de décourager les activités insurrectionnelles et tenter d'infiltrer le mouvement afin de le rendre inopérant. Le gouvernement loyaliste devrait renforcer son appareil politique afin d'empêcher l'insurgé de capitaliser sur les failles du système. C'est lors du deuxième et troisième stage, qualifiés de guerre révolutionnaire chaude par Galula que l'insurrection devient le

---

<sup>18</sup> États-Unis, Joint Publication 3-24, *Counterinsurgency Operations* (s.l. : s.n., 05 October 2009), p. III-3.

<sup>19</sup> Colin S. Gray, "Irregular Warfare: One Nature, Many Characters", p. 50.

<sup>20</sup> Colin S. Gray, *Irregular Enemies and the Essence of Strategy: Can the American Way of War Adapt?*, p. 8.

prolongement de la politique par d'autres moyens. L'application de la force à ces stades est incontournable, cependant, la priorité devrait toujours demeurer d'obtenir et conserver le soutien de la population.

Pour contrer une guerre révolutionnaire chaude, le manuel de contre-insurrection de l'armée britannique propose deux approches : premièrement, l'élimination de l'insurrection par l'attrition des éléments rebelles jusqu'à son annihilation totale ou, deuxièmement, en faisant tourner la loyauté du peuple contre la cause des insurgés puis pour le soutien du régime loyaliste.<sup>21</sup> La première approche étant inacceptable pour une société démocratique et encore moins pour une société occidentale, la deuxième approche devient donc la seule option viable et durable. La deuxième approche vise donc la conception maoïste du combattant révolutionnaire comme un poisson nageant au travers de la population comme dans l'eau.<sup>22</sup> Ce module démontrera comment un appareil gouvernemental civil, appuyé par des forces de polices ou des milices est mieux adapté sur le plan théorique pour faire face à une contre-insurrection. C'est-à-dire comment ces forces peuvent arriver à efficacement séparer les poissons de l'eau.

Les points d'analyse de ce module viseront la théorie derrière l'établissement d'une enveloppe de sécurité. L'analyse stratégique déterminera les types d'insurrection, les politiques nationales et internationales lors d'une insurrection ainsi que les facteurs socio-économiques et géographiques d'un État aux prises avec une insurrection.

---

<sup>21</sup> John A. Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, p. 26-27.

<sup>22</sup> *Ibid*, p. 28.

Finally, the analysis will focus on the operational aspect where development and the application of a counter-insurrectional campaign plan in a non-military focus.

## LA THÉORIE STRATÉGIQUE

### Les types d'insurrection

According to Clausewitz, the most important act of judgment that a statesman or a commander in chief must make consists in: «the correct appreciation of the kind of war that he is undertaking, so as not to take it for what it is not, and not to want to do what the nature of the circumstances forbids.»<sup>23</sup> All insurrections have in common the desire to overthrow the political order established by the use of force and popular support. Political struggle and military struggle will often go hand in hand and the *modus operandi* of an insurrection force will often be the application of terrorist tactics in order to discredit the government in place. Using Gompert's model,<sup>24</sup> one can define the type of insurrection by the scope of the actions undertaken in a continuum ranging from local to global.

#### Type I - Locale

A type I insurrection will have a limited cause that will not cross the geographical borders of the targeted state. It will not benefit from external support since the cause will most often be of an internal political nature. This type represented 60

---

<sup>23</sup> Carl von Clausewitz, *De la guerre* (Paris : Les éditions de minuit, 1955), p. 68.

<sup>24</sup> David C. Gompert, *War By Other Means - Building Complete And Balanced Capabilities For Counterinsurgency*, p. xxix.



pourcent des insurrections en 2007. Dans cette étude, la situation d'urgence en Malaisie de 1948 à 1960 sera l'exemple de ce type d'insurrection.

#### Type II – Locale-internationale

Dans une insurrection locale-internationale, les insurgés bénéficient d'une aide extérieure sous forme d'argent, armement, expertise, couverture médiatique, combattants, propagande, etc. Cependant, les facteurs décisifs de réussite de l'insurrection demeureront à l'intérieur. Les troubles d'Irlande du Nord qui ont accaparé les forces britanniques sur leur propre territoire pendant trois décennies sont l'exemple de ce type d'insurrection.

#### Type III – Globale-locale

Le type III d'insurrection est celui qui préoccupe présentement le monde occidental puisqu'il représente une insurrection locale qui reçoit un soutien externe mais dont sa cause transcende des motivations régionales ou globales. Ce type d'insurrection porte principalement l'étiquette du *jihad*. Par exemple, ce type d'insurrection est associé à la guerre civile d'Algérie qui a divisé le pays de 1992 à 2003.

#### Type IV – Globale

Le quatrième type d'insurrection de Gompert, dépasse les frontières au point de vue de sa lutte et de sa cause. Ce type d'insurrection versera généralement dans le terrorisme international. Il a peu de chance de renverser un gouvernement puisque la cause ne rejoindra pas les États ciblés. Généralement, ce type d'insurrection vise à

soutenir une insurrection de type trois en affectant l'ordre mondial et en cherchant à décroître l'influence externe des gouvernements étranger sur les loyalistes d'un état plongé dans une insurrection de type III. Cette analyse ne traitera pas de ce type d'insurrection puisqu'une stratégie contre-insurrectionnelle doit dépasser les capacités d'une force de police ou de milice nationale. Ce type d'insurrection est associé à la guerre globale contre le terrorisme (*Global War on Terrorism*).

### **Les causes d'une insurrection**

En plus de déterminer quelle est la portée de l'insurrection, pour être efficace une stratégie contre-insurrectionnelle doit être en mesure de déterminer quelle est la nature de la cause qui est véhiculée par les insurgés. La cause est le moteur d'une insurrection, c'est autour de celle-ci que les insurgés tenteront de rallier la population et devenir une véritable force concrète.<sup>25</sup> Suite à son analyse de la typologie des conflits armés des dernières décennies, Gérard Chaliand<sup>26</sup> a distingué trois principales catégories de causes fomentant une insurrection.

#### Première catégorie - Mouvements de libération

Cette catégorie d'insurrection a pris naissance à la suite de la Seconde Guerre mondiale et consistait en des mouvements de libération nationale contre les puissances coloniales ou les forces d'occupation étrangère. Ce type d'insurrection bénéficie d'un soutien facile de la majorité de la population et obtient généralement le soutien

---

<sup>25</sup> David Galula, *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, p. 31.

<sup>26</sup> Gérard Chaliand, "Introduction", extrait de *Guerrilla Strategies: An Historical Anthology from the Long March to Afghanistan*, p. 11.

international. Dans ce type de catégorie, on retrouve la guerre de libération de l'Algérie de 1954 à 1962, la guerre d'Indochine qui jusqu'en 1954 opposa la France au régime communiste vietnamien, et la situation d'urgence en Malaisie de 1948 à 1960 qui sera analysée dans ce mémoire.

#### Deuxième catégorie - Guerres civiles

Cette catégorie regroupe les luttes révolutionnaires qui sont basées sur des demandes sociales. Le but de cette insurrection est le renversement du pouvoir existant d'un état. Suite à la Deuxième Guerre mondiale, l'essor de la bipolarité entre l'Occident capitaliste et le bloc de l'est communiste fut l'un des principaux brasiers des guerres révolutionnaires.<sup>27</sup> Parmi celles-ci, comptons le renversement de Battista par Castro à Cuba de 1956 à 1959 et la révolution chinoise de Mao Zedong. Cependant, on peut aussi ajouter à cette catégorie les guerres civiles revendiquant des États islamiques fondamentalistes sans toutefois établir une division ethnique intra-étatique. Ces guerres civiles sont des insurrections idéologiques plutôt qu'ethniques comme ce fut le cas de l'Afghanistan de 1992 à 2001 entre les Talibans et l'Alliance du Nord, et l'Algérie de 1992 à 2003.

#### Troisième catégorie - Révolutions ethnocentriques.

Cette catégorie vise les insurrections amenant une division ethnique, religieuse ou de langue. Ces insurrections sont souvent menées par des minorités avec des ambitions séparatistes. Cette catégorie de causes peut aussi se joindre aux deux catégories

---

<sup>27</sup> *Ibid*, p. 12.

précédentes afin d'attirer une masse populaire plus imposante.<sup>28</sup> Dans cette catégorie, nous retrouvons la Yougoslavie, le Kosovo, les Kurdes d'Irak et de Turquie ainsi que les ressortissants catholiques d'Irlande du Nord de 1967 à 2010.

Le type de stratégie contre-insurrectionnelle sera déterminé en grande partie par le type et la catégorie d'insurrection. Il est essentiel de comprendre qu'une insurrection n'est pas limitée à un type ou une catégorie. L'atout le plus important pour les insurgés et les loyalistes est le soutien de la population et à ce titre l'insurgé peut adapter sa cause afin de rallier le maximum de supporters. En contre partie, le gouvernement loyaliste pourra développer des contre-causes et même soutirer la cause de l'insurgé en adoptant les réformes revendiquées, ou en prenant le crédit pour une initiative politique ou sociale qui alimentait l'insurrection.<sup>29</sup> La politique nationale d'un État déterminera sa position face à la cause.

### **Politique nationale**

Le contrôle de la stratégie contre-insurrectionnelle est une affaire politique. D'après Galula, la primauté du pouvoir politique est essentielle pour des questions pratiques et de principes. Puisque l'insurrection vise à renverser le régime politique d'un État, sa défense reste donc avant tout un problème politique. À l'inverse, une abdication du pouvoir politique civil à l'armée serait contre-productive puisqu'elle deviendrait une

---

<sup>28</sup> *Ibid*, p. 12.

<sup>29</sup> David Galula, *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, p. 151–155.

cible de propagande facile pour l'insurgé.<sup>30</sup> Ce n'est que dans le cas d'un État en déroute (*failed state*), où le gouvernement loyaliste est inexistant ou lorsque l'État est si faible dans la majeure partie de son territoire, que la responsabilité morale et légale doit revenir entre les mains d'une autorité militaire transitionnelle. Dans le cas d'un État en déroute, l'autorité militaire transitionnelle ira probablement à un organe militaire extraterritorial. Cependant, un retour progressif de l'autorité devra revenir au gouvernement loyaliste dès que possible.<sup>31</sup> Ce principe de primauté civile fut très bien caricaturé par George Clemenceau lorsqu'il affirma : «La guerre est une chose trop grave pour être confiée à des militaires».<sup>32</sup>

Le contrôle de la stratégie de contre-insurrection par les civils étant établi, il est important que tous les efforts soient dirigés par une seule entité et une seule chaîne de commandement. Ce n'est pas une addition des résultats atteints par les soldats, les policiers et les fonctionnaires qui sont garants du succès d'une stratégie de contre-insurrection mais la multiplication de ces efforts entre eux. Aucune opération n'est uniquement militaire ou politique.<sup>33</sup> Par exemple, une décision politique de relâcher des insurgés en guise de négociation aura des répercussions sur la sécurité et même des effets psychologiques sur la population.

---

<sup>30</sup> *Ibid*, p. 133-134.

<sup>31</sup> États-Unis, Joint Publication 3-24, *Counterinsurgency Operations*, p. I-4 à I-6.

<sup>32</sup> George Clemenceau, Citation, 16 novembre 1917.

<sup>33</sup> David Galula, *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, p. 130-131.

Les efforts doivent être coordonnés afin de réduire les divergences entre les actions civiles et militaires. Les décisions stratégiques doivent être très centralisées tout en évitant le piège de tomber dans la lourdeur administrative qui est contre-productive pour soutenir les opérations contre-insurrectionnelles.<sup>34</sup> Les plus hauts échelons du gouvernement loyaliste seront en proie à une compétition d'égos, c'est-à-dire faire travailler de concert tous les appareils du gouvernement et principalement de subordonner l'armée à la police et la police aux politiciens. Selon Galula, ce qui réconciliera les personnalités et permettra une canalisation des efforts est : «l'emploi d'une doctrine [de contre-insurrection] cohérente, bien comprise et acceptée par tous».<sup>35</sup>

### **Politique internationale**

Dans sa politique internationale, le gouvernement loyaliste doit s'assurer de conserver sa légitimité et s'assurer la coopération des États limitrophes dans le contrôle transfrontalier des éléments insurrectionnels. Cependant, grâce à la mondialisation et aux technologies de communication, le soutien externe peut se faire à l'échelle planétaire. Le soutien externe aux insurgés peut être de nature morale, politique, psychologique, technique, financier et militaire. Le soutien externe peut provenir de trois sources : un État, une organisation ou un acteur non-étatique. Le soutien le plus dangereux que peuvent recevoir les insurgés est de nature politique provenant d'un État. Ce soutien aura pour effet de légitimiser l'insurrection.<sup>36</sup>

---

<sup>34</sup> *Ibid*, p. 137.

<sup>35</sup> *Ibid*, p. 138.

<sup>36</sup> États-Unis, Joint Publication 3-24, *Counterinsurgency Operations*, p. II-12.

Dans son plan stratégique, le gouvernement loyaliste doit s'assurer que sa contre-cause est davantage légitime aux yeux de la communauté internationale que celle de l'insurgé. Il doit représenter la majorité de la population et reposer sur un système politique démocratique où tous ses citoyens sont égaux. Les gouvernements loyalistes consacrent beaucoup d'énergie et de ressources à contrer le soutien militaire, matériel et financier externe alors que ceux-ci, selon Galula, ont peu d'incidence directe sur l'insurrection.<sup>37</sup> Cependant, ce type d'assistance a pour effet indirect de prolonger l'insurrection et par conséquent affecter la volonté populaire des loyalistes et des nations soutenant la contre-insurrection. Selon Colin S. Gray, la plus grande menace à laquelle des forces expéditionnaires occidentales en soutien à un gouvernement loyaliste font face, est qu'un ennemi irrégulier est capable de surpasser sa patience nationale.<sup>38</sup>

Afin de contrer l'influence externe, le gouvernement loyaliste doit accorder les ressources nécessaires au maintien de sa souveraineté. Par exemple, il peut augmenter les effectifs de ses gardes frontaliers afin d'empêcher les ressources militaires d'entrer sur son territoire. Il peut aussi établir une police cybernétique et financière afin de bloquer la propagande insurrectionnelle et priver les insurgés de leurs capitaux. Le loyaliste devra aussi augmenter ses ressources policières afin de contrer les effets du crime organisé transnational qui utilisera l'insurrection afin de mener ses opérations mafieuses en

---

<sup>37</sup> David Galula, *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, p. 61.

<sup>38</sup> Colin S. Gray, *Irregular Enemies and the Essence of Strategy: Can the American Way of War Adapt?*, p. 27.

échange d'un financement.<sup>39</sup> Tous ces éléments visent à renforcer la crédibilité du gouvernement face à la population.

### **Équilibrer l'enveloppe de sécurité**

L'enveloppe de sécurité dont dispose le gouvernement afin de soutenir sa stratégie contre-insurrectionnelle comprend : les forces armées étatiques et étrangères en appui, les forces de police, les forces frontalières, les agences de renseignements, les unités paramilitaires (incluant les milices d'auto-défense) et les compagnies de sécurité privées (incluant les aviseurs civils). Ces forces sont intimement liées au système judiciaire du gouvernement parmi lesquelles on compte les prisons et le système légal de poursuites. Toutes ces organisations sont essentielles à une gouvernance efficace et au maintien de la loi et de l'ordre. La doctrine contre-insurrectionnelle britannique évalue l'efficacité d'un gouvernement à son habileté à assurer le besoin primaire de sa population, c'est-à-dire d'assurer la sécurité de cette dernière. De l'environnement de sécurité découlera le développement durable, les investissements et l'amélioration des conditions sociales.<sup>40</sup> Donc, le centre de gravité pour le gouvernement loyaliste sera la perception que la population aura de sa capacité à assurer sa sécurité.

### **Insurrection froide – une affaire de police**

Afin d'atteindre une enveloppe balancée, il faut déterminer à quel niveau du spectre des conflits se situe l'insurrection. Dans le cas d'une insurrection froide, avant le

---

<sup>39</sup> États-Unis, Joint Publication 3-24, *Counterinsurgency Operations*, p. II-12.

<sup>40</sup> Joint Doctrine Publication 3-40, *Security And Stabilisation: The Military Contribution* (Shrivenham : Ministry of Defence, 2009), p. 1-12.



début des combats, la portion non-militaire de l'enveloppe de sécurité devra être développée à son maximum. Étant la principale source de renseignement et le bras armé du gouvernement lui donnant sa légitimité, les insurgés tenteront de l'infiltrer et elle sera certainement la première cible. Selon Galula, afin d'être pertinentes dans une contre-insurrection, les forces de police doivent disposer d'effectifs suffisants, être compétentes, loyales et bien s'intégrer avec les autres administrations, en particulier avec la justice.<sup>41</sup>

*Effectifs et loyauté.* Lors d'une insurrection, les tâches de police de routine ne s'amoindriront pas. En fait, la population devra être mieux protégée tant des insurgés que des éléments criminels. Un des principaux problèmes de la police dans sa tâche de protection des citoyens dans une insurrection : «est de séparer le bon grain de l'ivraie».<sup>42</sup> Pour accomplir toutes ses tâches, le gouvernement devra augmenter les effectifs de sa police très rapidement. À ce moment, alors que le bassin d'aspirants officiers de police diminue, il est fort probable que les standards de recrutement doivent être révisés. Cette situation crée un paradoxe puisque dans une insurrection, la qualité et le professionnalisme du corps de police sont primordiaux en raison des pouvoirs supplémentaires qui lui sont assignés. La réponse à ce problème repose dans le leadership, l'entraînement et la discipline. Les écarts de conduite doivent être réprimés sévèrement et selon David Epstein, on pourra devoir envisager une mutation latérale de certains officiers de l'armée vers la police afin palier à l'écart des standards de

---

<sup>41</sup> David Galula, *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, p. 49.

<sup>42</sup> David Galula, *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, p. VIII.

recrutement à la baisse.<sup>43</sup> L'augmentation rapide des effectifs de police, soutenue par une diminution des standards de recrutement peut entraîner des problèmes de sécurité interne au sein des corps de police. Donc, selon la description de Mao qu'une armée révolutionnaire est : «comme un poisson qui nage dans les eaux de la population», la police fera face à des problèmes de loyauté et de subversion.<sup>44</sup> Le gouvernement devra donc envisager de mettre sur pied une police spéciale afin de contrer la subversion et la corruption à l'interne ainsi que de tenter d'infiltrer le mouvement insurrectionnel afin de le faire dérailler et le désintégrer de l'intérieur.<sup>45</sup>

En plus d'augmenter les effectifs des forces de police conventionnelles, le gouvernement devra envisager la mise sur pied de milices d'auto-défenses et de polices paramilitaires. Les milices d'autodéfense sont généralement mises sur pied lorsqu'il est impossible, en raison de la superficie du territoire et du mince effectif policier et militaire, d'assurer la sécurité de la population.<sup>46</sup> Cette stratégie de fournir des armes et une expertise limitée à des civils afin d'assurer leur propre sécurité provient du concept de «hameaux stratégiques» théorisé par le colonel Trinquier en 1961 dans *La guerre moderne*<sup>47</sup> mais développé par le lieutenant-général Briggs en 1950 lors de la situation

---

<sup>43</sup> David G. Epstein, "The Police Role in Counterinsurgency Efforts", *The Journal of Criminal Law, Criminology, and Police Science*, Vol. 59, No. 1 (Mars 1968) : p. 148-151; <http://www.jstor.org>; Internet; consulté le 21 septembre 2009, p. 150.

<sup>44</sup> John A. Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, p. 28.

<sup>45</sup> David Galula, *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, p. 102.

<sup>46</sup> *Ibid*, p. 50.

<sup>47</sup> *Ibid*, p. XXI.

d'urgence en Malaisie par la création d'une force de police auxiliaire.<sup>48</sup> Bref, les forces de police devront être adaptées pour faire face à la menace. Cette adaptation devra permettre l'acquisition d'équipements et d'armes permettant une meilleure protection de la force (véhicules blindés et armes automatiques). De plus, certaines unités de police devront être articulées et préparées à conduire et à accomplir des tâches d'infanterie comme des fouilles et des poursuites d'insurgés.<sup>49</sup>

*Compétences, efficacité et la loi.* Le gouvernement doit être en mesure de doter ses forces de police de pouvoirs spéciaux afin de faire face à une insurrection. Par exemple la déclaration d'une situation d'urgence, l'application policière de mesures de guerres sont des instruments qui fourniront une robustesse et une flexibilité supplémentaires aux policiers. Cependant, la police ne devrait jamais œuvrer hors de son cadre légal et le gouvernement ne devrait pas autoriser la police à faire abstraction de certaines portions de la loi. La tentation de servir aux insurgés leur propre médecine sera très forte et doit être découragée à tout prix puisque le gouvernement en perdra sa crédibilité. Sir Robert Thompson, un père de la doctrine contre-insurrectionnelle britannique, a expliqué ce paradigme comme suit : «Un gouvernement qui n'agit pas en conformité de la loi concède le droit d'être appelé un gouvernement et ne doit pas s'attendre à ce que son peuple obéisse la loi à son tour».<sup>50</sup>

---

<sup>48</sup> John A. Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, p. 74.

<sup>49</sup> David G. Epstein, "The Police Role in Counterinsurgency Efforts", p. 150.

<sup>50</sup> *Ibid*, p. 150.

Insurrection chaude – une affaire de police soutenue par l'armée

Lorsque l'insurrection passera dans sa phase armée, c'est-à-dire sa phase révolutionnaire chaude, le gouvernement devra être en mesure de faire intervenir son armée en soutien aux forces de police. À ce stade, selon Galula, les effectifs militaires devront être en mesure d'atteindre un ratio de 10 à 20 soldats pour chaque insurgé<sup>51</sup> et d'autres auteurs avancent même qu'un ratio des forces de sécurité de 2% de la population serait à la base du succès contre-insurrectionnel.<sup>52</sup> En considérant les ratios requis pour garantir la sécurité de la population, une force armée doit être articulée principalement autour d'unités d'infanteries, de policiers militaires et de membres des forces spéciales. En guise d'exemple, à partir de la fin de 2003, les Américains en Irak ont rapidement transformé leurs unités d'artillerie, de cavaleries et autres unités possédant des capacités moins désirables dans une insurrection afin d'effectuer des tâches de sécurité.<sup>53</sup> Les forces aériennes et navales devront être adaptées afin d'être pertinentes dans le conflit insurrectionnel.

### **Stratégies contre-insurrectionnelles**

Ces dernières années, nombreux sont ceux qui ont avancé des remèdes contre-insurrectionnels. Tel que cité précédemment, il est possible de catégoriser ces stratégies contre-insurrectionnelles sous deux types : l'annihilation des insurgés ou l'acquisition du

---

<sup>51</sup> David Galula, *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, p. 50.

<sup>52</sup> Colin S. Gray, "Irregular Warfare: One Nature, Many Characters", *Strategic Studies Quarterly* 1, no. 2 (Winter 2007), p. 49.

<sup>53</sup> Gian P. Gentile, "A (Slightly) Better War: A Narrative and Its Defects", *World Affairs*, (Summer 2008), <http://www.worldaffairsjournal.org/2008%20-%20Summer/full-Gentile.html>; Internet; consulté le 13 janvier 2010, p. 2.

soutien de la population. Dans la première catégorie on retrouve les stratégies contre-insurrectionnelles militaires comme la destruction totale des insurgés par des opérations offensives agressives ou des stratégies d'isolement des régions affectées par l'insurrection. Historiquement, ces stratégies militaires appliquées à un problème politique n'ont historiquement pas entraîné de paix durable et elles soulèvent l'indignation des sociétés démocratiques soucieuses des droits et libertés des populations. La politique d'isolement des territoires occupés en Palestine et la construction de la "clôture de sécurité" par Israël en Cisjordanie est un exemple de stratégie contre-insurrectionnelle par isolement. Une stratégie d'attrition tentant d'éliminer l'insurrection par l'annihilation de l'opposition aura des effets positifs temporaires, mais ce type de stratégie ne fait généralement qu'envenimer la situation à long terme. Cette stratégie d'extinction de l'insurrection par des opérations offensives d'envergure entraîne l'aliénation des gouvernements comme ce fut le cas des Nationalistes chinois suite à la campagne de "suppression des bandits" en 1930. Robert Asprey décrit cette stratégie comme étant l'élément déclencheur qui entraîna la chute des Nationalistes : « les divisions [nationalistes] ont ravagé les terres comme des sauterelles, aliénant davantage les paysans, les maltraités, les soldats illettrés désertant fréquemment pour rejoindre les Communistes.»<sup>54</sup>

---

<sup>54</sup> Robert B. Asprey, *War in the Shadows: The Guerilla in History* (New York: William Morrow, 1994), p.249, cité dans John A. Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam* (Chicago : The University of Chicago Press, 2005), p. 21.

## Approches de Gompert

En comprenant qu'une insurrection est un problème politique, David Gompert a ressorti trois approches de guerres contre-insurrectionnelles civiles : les cœurs et les esprits (*Hearts and Minds*), la carotte ou le bâton et la transformation.<sup>55</sup> Ces approches appartiennent à la deuxième catégorie de stratégies qui visent à cibler le centre de gravité d'une contre-insurrection, c'est-à-dire acquérir le soutien de la population.

*Les cœurs et les esprits.* La première approche civile des cœurs et des esprits vit le jour durant la situation d'urgence en Malaisie de 1948 à 1960. À ce moment l'approche visait à fournir des soins médicaux et de la nourriture à la population affectée par l'insurrection et à s'assurer de leur soutien contre les ressortissants communistes chinois. Cependant, c'est la stratégie américaine du Président américain Lyndon B. Johnson au Sud-Vietnam entre 1964 et 1968 qui a vraiment fait connaître cette approche. L'approche des cœurs et des esprits réfère historiquement aux États occidentaux offrant la libération des populations opprimées par les régimes communistes, fascistes ou d'extrémistes religieux. L'idée principale de cette approche est pour le gouvernement de prouver à sa population qu'il peut subvenir à ses besoins essentiels et par le fait même distancer les insurgés de la population. La population s'identifie ainsi au gouvernement plutôt qu'aux insurgés. Cette approche prône le développement de projets sociaux comme la construction d'écoles, l'ouverture de cliniques médicales, bref, le développement des services publics au sein des communautés. L'approche des cœurs et des esprits ne peut être menée efficacement par des forces armées ou par une tierce nation

---

<sup>55</sup> David C. Gompert, *War By Other Means - Building Complete And Balanced Capabilities For Counterinsurgency*, p. 90.

sinon les résultats ne seront que temporaires. Il faut éviter que l'armée vienne à remplacer le gouvernement civil dans ses fonctions de bases puisque ceci démontrerait le pouvoir de l'insurrection et l'impuissance du gouvernement démocratique. Lorsque le corps civil d'un gouvernement performe pauvrement en comparaison à des forces armées, cela jette un discrédit sur celui-ci.<sup>56</sup>

*Transformationnelle.* L'approche transformationnelle vise à changer les bases de la société et de la gouvernance. C'est-à-dire pour le gouvernement de développer une contre-cause si forte que l'association populaire à l'insurrection est rendue inutile. Une transformation type vise la réforme du système de justice d'une société. Un système de justice efficace permettra le règlement de différends par des moyens juridiques plutôt que par la génération d'une escalade de la violence au sein de la société. Un système de justice réformé ne doit pas être à sens unique, il doit permettre à tous les citoyens d'adresser leurs différends avec l'État par ce moyen plutôt que par la violence diminuant ainsi l'insurrection. La transformation diffère de la stratégie civile des cœurs et des esprits, puisqu'au-delà de la construction d'une école, la transformation visera une réforme du système d'éducation. C'est-à-dire que l'État pourrait développer un curriculum d'enseignement exposant les étudiants à des raisonnements objectifs, à des différences de points de vue et à l'enseignement de connaissances pratiques.<sup>57</sup> Par exemple, en Afghanistan, on peut comparer l'approche des cœurs et des esprits à la reconstruction d'une école à vocation coranique qui, suite à une approche

---

<sup>56</sup> *Ibid*, p. 92.

<sup>57</sup> *Ibid*, p.92.

transformationnelle, réformera son curriculum pour se consacrer à un enseignement de connaissances pratiques. Bref, selon Gompert, l'approche des cœurs et des esprits permettra de désamorcer une insurrection en cours alors que l'approche transformationnelle éliminera l'environnement incubateur de l'insurrection.<sup>58</sup>

*La carotte ou le bâton.* L'approche de la carotte ou du bâton est d'établir des facteurs des motivations accessibles tant à la population et qu'aux insurgés. La prémisse de cette approche est de démontrer que le gouvernement peut récompenser ou punir les comportements. Cette approche amène la population à faire des choix pratiques entre le gouvernement et les insurgés.<sup>59</sup> Selon Galula, lors d'une lutte insurrectionnelle on devrait classifier les régions d'un état de rouge à blanche; rouge représentant les lieux où l'insurrection est à son apogée et blanche là où la population est favorable au gouvernement loyaliste. Dans une région rouge, il faut employer la force afin de chasser l'insurgé et faire savoir à la population que si elle cesse de soutenir l'insurrection, le gouvernement pourra entreprendre la reconstruction. D'un autre côté, si la population ne coopère pas avec le gouvernement, celui-ci doit être en mesure d'imposer un couvre feu ou d'autres sanctions collectives. Des sanctions individuelles devront aussi être considérées contre des individus ne respectant pas les consignes gouvernementales selon un système d'amendes rapides et sommaires. Dès qu'une région obtient un statut rose ou blanc, les sanctions devront être levées progressivement et l'injection d'investissement devra se faire promptement.<sup>60</sup>

---

<sup>58</sup> *Ibid*, p. 93.

<sup>59</sup> *Ibid*, p. 93.



Une combinaison de ces trois types d'approche devra faire partie de la stratégie contre-insurrectionnelle. Bien que les approches puissent être employées individuellement, c'est la combinaison de celles-ci qui permettra d'atteindre les meilleurs résultats dans une stratégie visant à acquérir le soutien de la population. Pour chacune des approches, les institutions civiles du gouvernement sont à la tête du processus. L'application des approches doit être assurée par une présence policière efficace assistée par des forces armées pour imposer les sanctions et nettoyer les régions. Cependant, ce type de stratégie ne peut être efficace si la seule issue pour les insurgés est le combat, le gouvernement doit leur offrir une alternative.

### **Stratégie de réconciliation**

Lors d'une insurrection, le gouvernement aura la possibilité d'engager le dialogue avec les insurgés. Ce dialogue doit être établi lorsque le gouvernement est en position de force, c'est-à-dire avec les insurgés détenus et lorsque la situation tactique des insurgés semble ne laisser aucun doute quant à leur défaite imminente. Selon la doctrine de contre-insurrection britannique, l'engagement avec les insurgés est essentiellement une tâche tactique très sensible qui doit être harmonisée au plus haut niveau politique. Tout d'abord, il faut distinguer les insurgés qui peuvent se réconcilier de ceux qui sont irréconciliables. Les premiers pourront être accommodés alors que les seconds devront être éliminés ou capturés, principalement les leaders de l'insurrection. La création d'un dialogue avec les insurgés qui peuvent être retournés engendra des tensions internes

---

<sup>60</sup> David Galula, *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, p. 175.

insupportables au sein du mouvement d'insurrection.<sup>61</sup> Lorsque l'insurrection est menée par divers groupes dans un style tribal, si le gouvernement parvient à établir un dialogue avec des groupes plus modérés ceci entraînera la méfiance au sein du mouvement et pourrait aller jusqu'à amener des luttes internes violentes les séparant de la population.

Selon Galula, la méfiance est un facteur important à la démoralisation des forces ennemies. Il suggère d'adopter une politique d'indulgence vis-à-vis les prisonniers.<sup>62</sup> Afin de permettre un revirement de ceux-ci, ils doivent être traités avec respect et un gouvernement pourrait même leur octroyer le statut ou les privilèges de prisonnier de guerre. Si le gouvernement possède un outil de propagande efficace, il pourra dans un premier temps démontrer les bienfaits de la cause loyaliste et deuxièmement minimiser les effets négatifs des arrestations dans la population.<sup>63</sup> Galula, avance que le gouvernement devrait encourager les insurgés réconciliables à se repentir et punir ceux qui ne le font pas. Pour qu'un prisonnier soit repent, il devrait soumettre une confession complète des activités passées et s'engager par écrit dans une déclaration d'intention à participer à la lutte contre l'insurrection.<sup>64</sup> En échange, les loyalistes devraient les relâcher promptement. Selon Galula, cette stratégie pose le risque que les insurgés reprennent la lutte, cependant, cette méthode payera à long terme puisqu'elle encouragera d'autres suspects à parler.

---

<sup>61</sup> Joint Doctrine Publication 3-40, Security And Stabilisation: The Military Contribution, p. 11-12.

<sup>62</sup> David Galula, *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, p. 79.

<sup>63</sup> *Ibid*, p. 187.

<sup>64</sup> *Ibid*, p.187.

Galula, appuya cette théorie suite à son expérience comme prisonnier durant la révolution communiste chinoise. Durant son séjour, il fut rapidement traité comme un «hôte d'honneur» par ses geôliers et il fut exposé à leur politique communiste. À la fin de ce lavage du cerveau, les dirigeants communistes offraient aux prisonniers : «le choix entre rejoindre l'armée communiste, s'installer en territoire communiste où ils recevaient un lopin de terre à cultiver ou de retourner chez eux dans l'armée nationaliste.»<sup>65</sup> Les résultats furent saisissants, puisque par crainte d'infiltration, l'armée nationaliste incarcérera plusieurs de ses membres libérés par les communistes.

Enfin, les négociations envers la réconciliation doivent être faites par le gouvernement dans une position de force. Ces négociations demandent un engagement total des politiciens, des diplomates, des agences de renseignements, des organisations internationales et des forces de sécurité. Une fois le processus enclenché, un momentum de succès transformera la campagne. L'unité d'effort et la transparence sont primordiales afin de conserver la confiance de la population.<sup>66</sup>

### **Conclusion stratégique**

Une fois que l'insurrection aura été défaite sur le plan de la sécurité, le gouvernement devrait consolider sa victoire en tenant une élection libre et démocratique. Selon la doctrine de contre insurrection britannique, la tenue d'élection démontre une

---

<sup>65</sup> *Ibid*, p. 80.

<sup>66</sup> Joint Doctrine Publication 3-40, *Security And Stabilisation: The Military Contribution*, p. 11-13.

bonne gouvernance.<sup>67</sup> Ce chapitre a démontré que les insurrections varient selon leur portée et leur cause, et qu'elles peuvent muter d'un type (locale à globale) et d'une catégorie (libération, guerre civile et révolution ethnocentrique) à l'autre. Au point de vue de la politique nationale, il a été démontré que la primauté civile provient du fait qu'une contre-insurrection est d'abord et avant tout une lutte politique et que la stratégie doit être unifiée sous un commandement centralisé. Sur le plan international, la cause du gouvernement doit être perçue plus positivement que celle de l'insurgé afin d'empêcher l'assistance externe de rejoindre le maquis. En prouvant que la contre-insurrection est une affaire politique, ce chapitre a démontré que le bras armé d'un gouvernement est sa police et que celle-ci peut être soutenue par les forces armées dans le cas d'une insurrection chaude. Puisque le centre de gravité d'une contre-insurrection est la population, une stratégie à cette image devra comprendre des approches basées sur l'obtention du soutien de la population (les cœurs et les esprits), des transformations socio-démocratiques (transformationnelles) et l'utilisation d'un système de récompense et de punition (la carotte ou le bâton). Une fois que le gouvernement sera en position de force, il devra être prêt à adopter une stratégie de réconciliation qui sera le catalyseur de la victoire des loyalistes face aux insurgés. Finalement, nous pouvons conclure qu'une stratégie de contre-insurrection devra capitaliser sur des ressources civiles plutôt que militaires. Cette stratégie de contre-insurrection devra ensuite se traduire par des concepts d'emploi des forces de sécurité afin d'établir les conditions nécessaires au retour d'une paix durable.

---

<sup>67</sup> *Ibid*, p. 6-5.

## LA THÉORIE OPÉRATIONNELLE

Ce chapitre se concentrera sur les considérations opérationnelles du combat contre-insurrectionnel pour les forces de sécurité. À ce niveau de la lutte contre-insurrectionnelle, il est important de comprendre les responsabilités au point de vue de la sécurité, c'est-à-dire comment employer la force et dans quelle proportion. Ce chapitre visera à établir le partage des responsabilités de la police et de l'armée dans deux façons de faire campagne : le nettoyer, tenir et construire (*Clear, Hold, Build*) et la tache d'encre (*Ink Spot*). Ce chapitre adressera aussi l'importance du renseignement opérationnel dans un plan de campagne.

### Faire campagne

Il existe plusieurs façons de faire campagne lors d'une contre-insurrection mais deux approches suscitent le plus d'intérêt. Le manuel de contre-insurrection des Forces armées américaines présente en premier plan l'approche de nettoyer, tenir et construire. Ce même manuel sous entend que cette approche n'est pas exclusive et que son application dépend de l'environnement et des ressources disponibles. En contre partie, les Forces terrestres canadiennes ont publié en 2008 leur manuel de contre-insurrection et ont appuyé leur approche contre insurrectionnelle sur la théorie de la tache d'encre. Selon le manuel de contre insurrection américain, l'approche de nettoyer, tenir et construire n'est que la modernisation du terme pour la tache d'huile.<sup>68</sup> Cependant, les deux comportent des différences fondamentales dans le degré d'application de la force et dans la synchronisation des efforts pangouvernementaux. L'approche de nettoyer, tenir

---

<sup>68</sup> États-Unis, US Army Field Manual no 3-24; Marine Corps Warfighting Publication 3-33.5, *US Army et Marine Corps, Counterinsurgency Field Manual*, p. 3-16.

et construire compte sur l'importance d'actions offensives et défensives militaires afin d'éliminer les insurgés, pour ensuite appuyer les activités non militaires pour gagner le soutien de la population. De son côté, le concept de la tache d'encre est moins agressif et compte davantage sur une approche pangouvernementale simultanée afin d'amener des résultats tangibles pour le bien-être de la population.<sup>69</sup> Ces deux approches de développement d'un plan de campagne sont issues de publications de doctrine militaire, donc ils mettent l'accent sur l'emploi des forces armées étrangère en appui au gouvernement d'une nation hôte dans une contre-insurrection. Dans les paragraphes qui suivent, ces approches seront présentées comme des concepts généraux d'emploi de la force axés sur une enveloppe de sécurité balancée.

#### Nettoyer, tenir et construire

Il n'y a pas de solutions faciles à la contre-insurrection et toutes les approches durables requièrent beaucoup de ressources de temps et d'argent. Toutes les opérations nécessitent une unité d'effort par les autorités civiles, les agences de renseignements et les forces de sécurité.<sup>70</sup> L'approche nettoyer, tenir et construire ne fait pas exception mais elle offre un processus progressif et méthodologique à la contre-insurrection. Le modèle de cette approche consiste à nettoyer, tenir et construire un village, une région ou une ville à la fois, pour ensuite renforcer le succès en l'agrandissant dans d'autres régions. La détermination de la zone qui sera visée ne devrait pas reposer uniquement sur

---

<sup>69</sup> Ministère de la Défense nationale, B-GL-323-004/FP-004. *Opérations de contre-insurrection*, p. 3-10.

<sup>70</sup> États-Unis, US Army Field Manual no 3-24; Marine Corps Warfighting Publication 3-33.5, *US Army et Marine Corps, Counterinsurgency Field Manual*, p. 5-18.

la présence de bastion insurgé. Selon Galula, il existe deux façons de procéder. Ces façons consistent à aller soit de la région la plus facile à la plus difficile ou vice versa. Ce sont les ressources disponibles quant à la capacité à exercer le rapport de force dans une région donnée qui détermineront si l'on doit s'attaquer en premier à la région la plus facile ou la plus difficile.<sup>71</sup> Galula évalue les régions selon divers critères comme la présence d'insurgés, la population, la répartition démographique, le terrain, la capacité à isoler la zone et de la compartimenter, l'économie régionale et la présence d'infrastructures.<sup>72</sup>

*Nettoyer.* La première étape de la stratégie consiste en des tâches tactiques impliquant d'enlever et d'éliminer les insurgés de la zone d'opération. Ces tâches comprennent la destruction, la capture ou de forcer le repli des combattants insurgés par une combinaison d'opérations offensives de petite unité incluant des patrouilles de saturation de la zone, des embuscades d'interdiction et des raids ciblés.<sup>73</sup> Cette période doit être associée à une insurrection chaude où les forces armées conduiront les opérations militaires. Cependant, les actions de polices seront essentielles afin d'enlever l'infrastructure insurgée de la zone.<sup>74</sup> Cette tâche peut être entreprise par l'armée, mais le contrôle par la police est primordial puisqu'elle consiste à enlever la branche politique de l'insurrection en conformité avec l'état de droit. En comparaison avec l'armée, la légitimité de la police vis-à-vis l'application de la loi, permet de ne pas alimenter la

---

<sup>71</sup> David Galula, *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, p. 144.

<sup>72</sup> *Ibid*, p. 148 – 151.

<sup>73</sup> États-Unis, US Army Field Manual no 3-24; Marine Corps Warfighting Publication 3-33.5, *US Army et Marine Corps, Counterinsurgency Field Manual*, p. 5-19.

<sup>74</sup> *Ibid*, p. 5-19.

sympathie du public envers les insurgés capturés. Cette phase de l'opération devra être soutenue par des opérations d'informations axées sur la capacité suffisante des forces de sécurité à protéger la population ayant coopéré face aux représailles des insurgés. La population doit comprendre qu'en soutenant l'insurrection ils prolongeront les combats mettant ainsi leur sécurité et celle de leur voisin en péril.<sup>75</sup>

*Tenir.* La seconde phase de cette approche vise la transition vers des opérations défensives soutenues par des opérations de stabilité et offensives. Selon la doctrine américaine, le succès ou l'échec de cette phase dépend premièrement, de l'efficacité à continuer à assurer la sécurité de la population et deuxièmement, à rétablir la présence du gouvernement loyaliste dans la région. Dans cette phase, les opérations contre les insurgés doivent se poursuivre, cependant, l'application de la force doit être limitée. L'effort principal doit être concentré sur la population.<sup>76</sup> Selon la doctrine américaine, les opérations dans cette phase ont pour but de :

1. Continuer à assurer la sécurité de la population et les séparer des insurgés;
2. Établir une présence gouvernementale ferme ayant un contrôle sur la région et la population;
3. Recruter, organiser équiper et entraîner des forces de sécurité locale;
4. Rétablir un appareil gouvernemental loyaliste en remplacement de celui des insurgés;
5. Développer un réseau de renseignement.<sup>77</sup>

Les opérations d'information pour cette phase doivent mettre l'emphase sur le fait que les forces de sécurité demeureront en place avec les effectifs nécessaires jusqu'à ce

---

<sup>75</sup> *Ibid*, p. 5-19.

<sup>76</sup> *Ibid*, p. 5-19.

<sup>77</sup> *Ibid*, p. 5-20.



que la situation se soit résorbée ou que les objectifs seront atteints. Le message à véhiculer aux insurgés doit être de se rendre ou de quitter la région. À ce stade, le gouvernement peut offrir une amnistie locale aux insurgés, mais tout dépendant d'où se situe la région dans l'ensemble du plan de campagne, il est probable que ceci ait peu d'effet.<sup>78</sup>

C'est lors de cette phase que le concept de hameau stratégique pourra être développé. Bien que cette stratégie n'ait pas toujours eu les résultats escomptés, il est raisonnable d'espérer qu'une force locale de sécurité paramilitaire (milice d'autodéfense) entraînée et armée pourra contraindre les insurgés à abandonner le territoire.<sup>79</sup> Cependant, lors de cette phase, cette force de sécurité ne doit pas être laissée à elle-même et devra continuer d'être intégrée au plan d'opération des forces gouvernementales traditionnelles. Selon Galula : «la constitution d'unités d'autodéfense [...] et la mise en place de réseau de surveillance, de renseignement et d'équipes de propagande, sont faites pour amener la population à prendre part active dans le combat contre l'insurgé».<sup>80</sup>

*Construire.* La construction ou la reconstruction doit se poursuivre avec la sécurité de la population en tête. Une population qui ne croit pas en la capacité de son gouvernement à assurer sa sécurité sera peu encline à soutenir les efforts de cette phase. Au point de vue des opérations de sécurité, les patrouilles se poursuivront, l'application

---

<sup>78</sup> *Ibid*, p. 5-20.

<sup>79</sup> *Ibid*, p. 5-20.

<sup>80</sup> David Galula, *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, p. 192.

de la force sera exercée contre des cibles d'opportunités et un contrôle positif de la population devra être fait par le biais d'un recensement. L'élimination de l'infrastructure politique des insurgés doit se poursuivre.<sup>81</sup> C'est principalement lors de cette phase que les approches de Gompert présentées dans le chapitre précédent pourront être appliquées. Afin de conquérir les cœurs et les esprits de la population des projets pour améliorer les besoins économiques, sociaux, culturels, et médicaux de la population doivent débiter immédiatement. Par le remplacement des appareils politiques des insurgés par ceux des loyalistes, le processus transformationnel axé sur les réformes politique, juridique et sociale pourra être amorcé. Finalement, le gouvernement loyaliste pourra renforcer son contrôle sur la population (la carotte ou le bâton) en établissant ou en levant les restrictions liées aux couvre-feux, déplacements, contrôles de la circulation, etc.

Lors de cette phase, les opérations d'informations devraient viser à créer des divisions entre les leaders du mouvement d'insurrection et la population en mettant l'emphase sur les succès des loyalistes et sur les échecs des insurgés. L'effort principal de cette phase doit être mené par les agences civiles de gouvernance alors que les forces de sécurité jouent un rôle de soutien.<sup>82</sup> En conclusion, bien que la doctrine américaine avance la possibilité que les trois phases du modèle nettoyer, tenir et construire puissent s'entrecroiser, surtout lors des deux dernières phases,<sup>83</sup> il n'en demeure pas moins que

---

<sup>81</sup> États-Unis, US Army Field Manual no 3-24; Marine Corps Warfighting Publication 3-33.5, *US Army et Marine Corps, Counterinsurgency Field Manual*, p. 5-21.

<sup>82</sup> *Ibid*, p. 5-22.

<sup>83</sup> *Ibid*, p. 5-19.

c'est un processus très prescriptif qui compartimentalise les efforts contre-insurrectionnels.

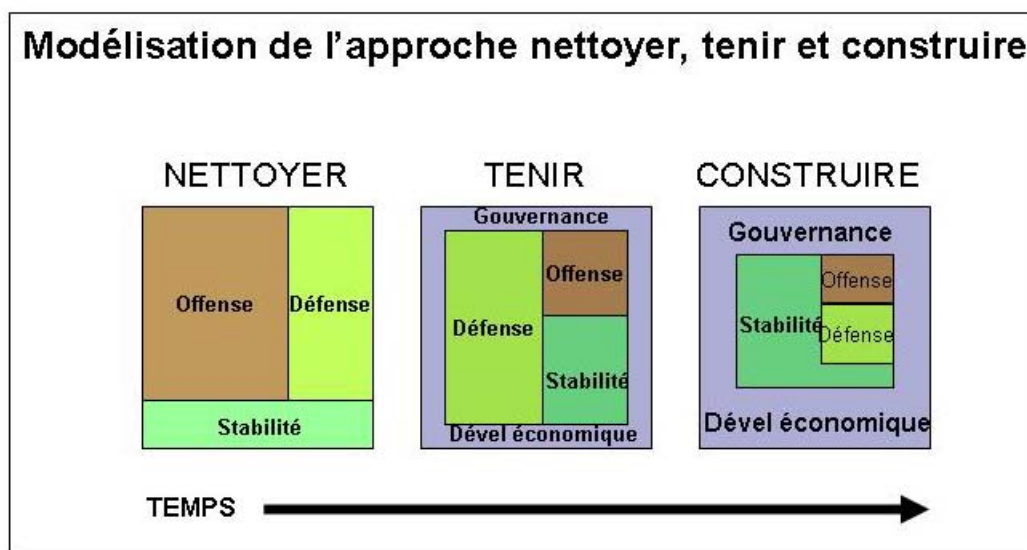


Figure 2.1 – Le modèle nettoyer tenir et construire selon une approche pangouvernementale.<sup>84</sup>

### La tache d'encre

La tache d'encre est l'approche contre-insurrectionnelle adoptée par la doctrine de l'Armée canadienne. Cette approche a été hautement influencée par l'expérience canadienne en Afghanistan et elle est la seule qui fut retenue lors de la publication du manuel sur les opérations de contre-insurrection. Cependant, bien que ce manuel ne fasse pas mention de l'approche nettoyer, tenir et construire, les Forces canadiennes déployées en Afghanistan ont aussi employé cette dernière et parfois des approches hybrides. Ce qui caractérise l'approche de la tache d'encre, c'est qu'elle : «considère l'expansion de la campagne et des influences qu'elle exerce, aux niveaux physique et psychologique, dans tout l'environnement, isolant progressivement les insurgés de leurs bases de soutien

<sup>84</sup> Cette figure a été développée par l'auteur basée sur le concept présenté dans États-Unis, US Army Field Manual no 3-24; Marine Corps Warfighting Publication 3-33.5, *US Army et Marine Corps, Counterinsurgency Field Manual*, p. 1-19.

physique et morale». <sup>85</sup> Ce modèle propose une approche globale regroupant l'intervention simultanée du gouvernement et des forces de sécurité.

Cette approche reconnaît la primauté de l'engagement politique, suivi simultanément par l'engagement des forces de sécurité et des agents socio-économiques. Elle reconnaît aussi l'importance des opérations d'informations afin d'établir la perception de légitimité. <sup>86</sup>

Selon la doctrine canadienne de la tache d'encre, lorsque des forces de sécurité sont engagées dans des manœuvres militaires ayant pour but de disloquer ou de perturber les actions ennemies, elles doivent être suivies de près par d'autres organismes afin d'entreprendre immédiatement des activités visant à soulager la population, fournir de l'aide et assurer les services essentiels. Cette approche considérée pangouvernementale aura pour effet de gagner rapidement le soutien de la population pour cette campagne. Cette vision du concept d'emploi de la force cadre avec la conduite d'opérations simultanées dans l'ensemble du spectre. <sup>87</sup> Bref, c'est une façon de reprendre l'expression du général Charles C. Krulak, ancien commandant des *Marines* américain (de 1995 à 1999), de la «guerre à trois volets». <sup>88</sup> Cependant, à la différence de ce dernier, on ne s'attend pas à ce que les militaires soient des travailleurs humanitaires, des

---

<sup>85</sup> Ministère de la Défense nationale, B-GL-323-004/FP-004. *Opérations de contre-insurrection*, p. 5-23 – 24.

<sup>86</sup> *Ibid*, p. 5-24.

<sup>87</sup> *Ibid*, p. 5-24.

<sup>88</sup> Walter Dorn et Michael Varey, "L'essor et le déclin de la «guerre à trois volets » ", *Revue militaire canadienne*, vol. 10, no 1, p. 38.

casques bleus et des guerriers dans la même région, mais que les efforts de sécurité, de stabilisation et d'aide humanitaire soient coordonnés afin d'agir simultanément contre l'insurrection. L'approche canadienne de la tâche d'encre est décrite dans un processus en huit étapes :

*1. Coordination du concept des opérations du gouvernement ou des autorités régionales en vue de la prochaine expansion au niveau du district.* Cette étape consiste en la création d'un plan pangouvernemental et en la préparation des effectifs militaires, policiers et civils qui seront requis pour l'opération.<sup>89</sup>

*2. Engagement des paliers inférieurs du gouvernement.* Les forces britanniques ont surnommé cette approche «*Shape*», c'est-à-dire le commencement du processus d'influence.<sup>90</sup> Lors de cette étape, dans une approche globale, le gouvernement et les forces de sécurité établiront des contacts avec les dirigeants locaux afin d'identifier les revendications et les problèmes particuliers à cette zone. C'est à ce point que les opérations d'information s'adresseront à la population pour promouvoir la campagne contre-insurrectionnelle. Les forces policières se déploieront dans la zone et prendront le contrôle des opérations conjointement avec le gouvernement local. Celles-ci seront soutenues par les forces militaires avec qui elles recruteront et entraîneront des forces de

---

<sup>89</sup> Ministère de la Défense nationale, B-GL-323-004/FP-004. *Opérations de contre-insurrection*, p. 5-25.

<sup>90</sup> Joint Doctrine Publication 3-40, Security And Stabilisation: The Military Contribution, p. 11-4.

sécurité auxiliaires. Finalement, cette étape comprendra la réalisation de projets à impact rapide et la planification des projets de développement à long terme.<sup>91</sup>

*3. Élimination de la présence et de l'influence des insurgés dans la zone.* Une fois que les conditions de l'étape précédente sont réunies, des mesures offensives peuvent être entreprises afin d'expulser les insurgés de la zone. Cette tâche doit être un effort conjoint de la police et des forces armées. Dans le cas d'une opération soutenue par des forces armées étrangères, les forces locales doivent être mises au premier plan et si la police en a la capacité, elle devrait mener ces opérations elle-même et confier la sécurité des points vitaux et certaines patrouilles aux forces armées. Ceci pourra permettre de démontrer à la population un retour vers la normalité. À ce point, les opérations d'information devraient véhiculer la légitimité des actions pour acquérir le soutien de la population.<sup>92</sup>

*4. Le gouvernement supervise le retour des personnes déplacées.* Lorsque la sécurité et la stabilité ont atteint un niveau acceptable, le gouvernement loyaliste devrait entreprendre la réinsertion des personnes déplacées. Cette mesure : « [témoignera] non seulement d'un retour à la normale et de l'amélioration du climat de sécurité, mais [contribuera] à accroître la sécurité par leur présence et le soutien qu'ils offrent à la campagne.»<sup>93</sup>

---

<sup>91</sup> Ministère de la Défense nationale, B-GL-323-004/FP-004. *Opérations de contre-insurrection*, p. 5-25 à 27.

<sup>92</sup> *Ibid*, p. 5-27 à 28.

<sup>93</sup> *Ibid*, p. 5-28.

5. *Activité de coopération civil-militaire (COCIM) ou de soulagement à court-terme.* Puisque l'approche de la tache d'encre s'adresse aux Forces canadiennes, celles-ci devraient entreprendre des opérations COCIM et préparer la voie aux organisations gouvernementales et non-gouvernementales pour l'établissement des projets de développement durable.<sup>94</sup> Cependant, si les forces de sécurité du gouvernement loyaliste sont en mesure de mener efficacement ces projets de soulagement elles devraient être encouragées à le faire. Ceci permettra au gouvernement d'acquérir le soutien populaire et séparer les insurgés de la masse.

6. *Création de conseils de développement communautaire.* Cette étape vise la transition des responsabilités à des leaders locaux pro-gouvernementaux reconnus par la population. Ces leaders exerceront leur influence par le biais de conseils de développement visant à favoriser le soutien pour la campagne et sa légitimité laissant de côté les agendas personnels.<sup>95</sup>

7. *Établissement d'une présence de sécurité et de conditions propices à une sécurité durable.* C'est principalement à cette étape que la tache d'encre pourra commencer à prendre de l'expansion, celle-ci doit se faire de façon logique et mesurée. Cette expansion sera rendue possible par la présence accrue des forces policières et le remplacement de certaines unités militaires par l'implantation des forces de sécurité auxiliaire dans des tâches de sécurité statique. Lors de cette étape, la police devra

---

<sup>94</sup> *Ibid*, p. 5-29.

<sup>95</sup> *Ibid*, p. 5-29.

commencer à concentrer ses efforts : «pour s'attaquer aux activités et aux éléments criminels, habituellement indissociables d'une insurrection.»<sup>96</sup>

*8. Développement durable.* Cette dernière étape de la tâche d'encre implique principalement les agences civiles. Les autorités civiles locales jouent le rôle clé de cette étape puisqu'elles sont les seules à être en mesure de comprendre les besoins et les revendications de la population locale. En plus des projets de développement à long terme, une très grande importance sera accordée à l'indemnisation des personnes affectées par les dommages collatéraux associés aux opérations contre-insurrectionnelles. C'est aussi à ce moment qu'il faut aborder la question du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration des insurgés repentis et des forces sympathisantes à la cause loyaliste mais sans statut légal. La sécurité de la population demeure le centre de gravité des forces de sécurité, mais l'effort principal va à la reconstruction.

---

<sup>96</sup> *Ibid*, p. 5-30.



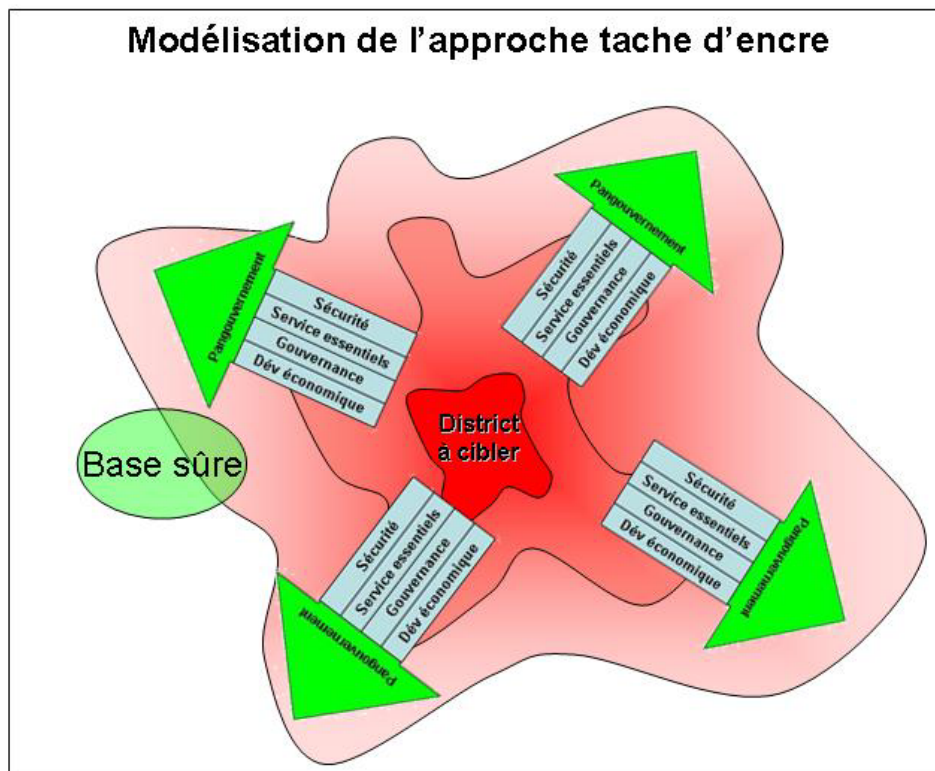


Figure 2.2 – Le modèle de la tache d'encre selon une approche pangouvernementale.<sup>97</sup>

Enfin, l'approche de nettoyer, tenir et construire vise l'application consécutive de la force, la stabilisation et du développement gouvernemental qui passe d'une région à une autre une fois le processus complété alors que la tache d'encre vise une approche pangouvernementale simultanée centrée sur une région en constante expansion. Un autre facteur de différenciation des approches est que la méthode de nettoyer, tenir et construire est davantage axée sur la destruction des insurgés alors que la méthode de la tache d'encre focalise sur la population. Bref, l'approche contre-insurrectionnelle au plan de campagne devra être choisie en fonction de l'environnement politique, du terrain et de la menace. Les deux approches ont leur place dans le coffre à outils contre-insurrectionnel.

<sup>97</sup> Cette figure a été développée par l'auteur basée sur le concept présenté dans Ministère de la Défense nationale, B-GL-323-004/FP-004. *Opérations de contre-insurrection*, p. 5-32.

## Le renseignement

Bien que le renseignement ne soit pas à lui seul une approche opérationnelle à la contre-insurrection, il est pourtant la clé qui permet la conduite des opérations. Selon la doctrine américaine, la contre-insurrection est une entreprise menée par le renseignement. Ce même manuel propose que : «le renseignement efficace mène des opérations efficaces. Les opérations efficaces produisent de l'information qui génère en retour plus de renseignement. Similairement, le renseignement inefficace ou imprécis produit des opérations inefficaces, qui en retour produisent des résultats opposés»<sup>98</sup>

La clé de l'avantage opérationnel repose dans un renseignement fiable et opportun. Selon Colin S. Gray, si une contre-insurrection veut déraciner une infrastructure insurgée, elle doit reposer sur l'information extraite de la population ou d'insurgés repentis. Si la population se sent protégée et qu'elle croit que le gouvernement loyaliste remportera l'insurrection, elle sera plus encline à fournir de l'information.<sup>99</sup> Puisque le soutien de la population est si vital, il est essentiel que le gouvernement agisse en conformité avec la loi surtout en ce qui concerne l'interrogation d'insurgés capturés ou repentis. Si les forces loyalistes devaient dévier de la loi, elles perdraient la confiance de la population et conséquemment, l'accès à sa source primaire

---

<sup>98</sup> États-Unis, US Army Field Manual no 3-24; Marine Corps Warfighting Publication 3-33.5, *US Army et Marine Corps, Counterinsurgency Field Manual*, p. 3-1.

<sup>99</sup> Colin S. Gray, *Irregular Enemies and the Essence of Strategy: Can the American Way of War Adapt?*, p. 20-21.

de renseignement.<sup>100</sup> Sur ce point, les insurgés éviteraient de se rendre et cela rendrait l'issue du conflit incertaine.

Le manuel de la contre-insurrection américaine affirme qu'il y a peu d'unités militaires qui peuvent rivaliser avec les unités de police dans le développement d'une image précise du renseignement dans leur zone d'opérations. Cet avantage est dû à leurs contacts fréquents avec la population.<sup>101</sup> David Epstein attribue cette aptitude à une simple adaptation entre la traque de criminels non-politiques à des criminels politiques (insurgés).<sup>102</sup> Suite à son expérience en Malaisie en tant que ministre de la Défense après l'indépendance et conseiller britannique auprès de l'Armée américaine au Vietnam, Sir Robert Thompson a cité qu'il ne devait y avoir qu'une seule organisation responsable pour tout le renseignement dans un pays. Selon lui : «La meilleure organisation pour tout le renseignement de sécurité interne doit être une branche spéciale de la police plutôt qu'une organisation complètement séparée – Les forces de police sont une organisation d'État capable de rejoindre tous les coins d'un pays et elles ont une longue expérience de contact avec la population.»<sup>103</sup>

Bien que les forces de police possèdent des capacités de renseignement supérieures aux forces militaires, c'est l'intégration des deux capacités qui permettra

---

<sup>100</sup> États-Unis, US Army Field Manual no 3-24; Marine Corps Warfighting Publication 3-33.5, *US Army et Marine Corps, Counterinsurgency Field Manual*, p. 7-9.

<sup>101</sup> *Ibid*, p. 6-19.

<sup>102</sup> David G. Epstein, "The Police Role in Counterinsurgency Efforts", p. 149.

<sup>103</sup> Sir Robert Thompson, *Defeating Communist Insurgency* (New York : Frederick A. Praeger, 1966), p. 85.

l'utilisation efficace et précise de tous les moyens disponibles. Généralement, les forces militaires disposent de capacités technologiques uniques qui doivent être intégrées au renseignement humain pour obtenir une image de renseignement précise.

### **Conclusion opérationnelle**

Il n'existe pas qu'une seule approche à l'établissement d'un plan de campagne et les approches entre elles peuvent se croiser afin de s'adapter à la situation. Dans chacune des approches, le centre de gravité est le soutien de la population et c'est au travers de la crédibilité du gouvernement à accomplir efficacement cette tâche que la police se retrouve à être l'instrument principal de la campagne de contre-insurrection. Pour qu'une campagne contre-insurrectionnelle soit efficace, peu importe l'approche choisie, elle doit reposer sur un renseignement efficace. Encore une fois, les forces de police du gouvernement loyaliste se retrouvent à la tête du processus.

### **CONCLUSION**

Ce module a démontré comment un gouvernement civil fort, soutenu par ses forces de polices est mieux adapté sur le plan théorique pour faire face à une contre-insurrection. Ce module ne visait pas à discréditer le travail des forces armées lors d'une insurrection, mais plutôt à identifier quelles forces sont les mieux adaptées pour une telle situation. Il est entendu que dans le cas d'une intervention d'une tierce nation au sein d'un État complètement en déroute et sans structure de police existante, les forces armées et des représentants civils de la tierce nation devront être prêts à entreprendre les tâches de police et de gouvernance de façon temporaire. La tierce nation devrait considérer le

déploiement de policiers nationaux dans la zone de conflits et être prêt à convertir temporairement des unités militaires par le biais d'une formation abrégée sur les lois coutumières de la nation hôte. Cette transformation d'unité militaire devra être la plus complète possible, incluant le troc des uniformes et de l'équipement militaire vers une posture de police. Par la suite, la priorité de la tierce nation devra être de mettre sur pied une force de police de la nation hôte sans faire de compromis sur la qualité de la formation. Il faut s'attendre à ce que ce processus soit long et aucune tierce nation ne devrait entreprendre cette entreprise de guerre ayant à l'esprit une issue rapide et peu coûteuse.

Parmi les théories présentées précédemment, il y a lieu de ressortir certains concepts clés qui soutiennent l'emploi de forces de sécurité non-militaires comme principal intervenant lors d'une insurrection :

1. le centre de gravité est le soutien de la population;
2. la primauté du politique et civil doit prévaloir;
3. l'usage de la force doit être minimal;
4. l'appareil gouvernemental à tous les niveaux doit être renforci;
5. l'unité de commandement pour une unicité d'efforts selon le plan stratégique;
6. la crédibilité et légitimité du gouvernement loyaliste;
7. avoir un ratio de force suffisant et l'équipement nécessaire;
8. avoir des forces compétentes soutenues par un système judiciaire adapté;
9. avoir un plan de campagne soutenu par des capacités de renseignements intégrées.

Enfin, suite à l'analyse des théories stratégiques et opérationnelles des contre-insurrections, ce module a permis de déterminer que le gouvernement civil et ses forces de police sont les meilleurs outils pour contrer une insurrection. Dans le prochain module, j'utiliserai les exemples contre-insurrectionnels historiques de la Malaisie 1948 –

1960 et de l'Irlande du Nord 1967 – 2010 afin de soutenir les principes théoriques de la primauté de la politique et des forces de police dans une lutte insurrectionnelle.

## LES MODÈLES CONTRE-INSURRECTIONNELS

### INTRODUCTION

Les modèles de contre-insurrection choisis afin de soutenir la thèse de la primauté de la politique et des forces de police dans une lutte insurrectionnelle au détriment d'une approche uniquement militaire sont d'une importance capitale. L'analyse aurait pu porter sur des exemples historiques antérieurs à la Seconde Guerre mondiale mais ils n'auraient pas tenu compte de la bipolarité caractéristique de la Guerre froide et de la globalisation des causes insurrectionnelles transfrontalières. Le choix de modèles victorieux d'une contre-insurrection est aussi important puisqu'il permet d'identifier les similarités entre les stratégies, les opérations et les tactiques alors que les échecs n'apportent que des critiques et peu de solutions pratiques ayant fait leurs preuves. Cependant, il faut éviter de tomber dans le piège qu'une stratégie contre-insurrectionnelle victorieuse soit la panacée pour toutes les insurrections. Une victoire stratégique ne valide pas toute les méthodes opérationnelles et tactiques du vainqueur et ne les rend pas universellement applicables. Ces modèles visent plutôt à guider les acteurs contre-insurrectionnels sur des pistes de solutions propres à leurs situations.

Le présent module vise donc l'analyse de la situation d'urgence en Malaisie 1948 – 1960 et les troubles internes en Irlande du Nord 1967 – 2010. Le succès des gouvernements loyalistes respectifs lors de ces insurrections et les différences de portées et de causes font de ces deux modèles des exemples types de stratégies contre-insurrectionnelles exploitant la primauté de la politique plutôt qu'une approche militaire aux conflits. L'analyse de ces deux modèles sera donc faite en démontrant quelle

stratégie contre-insurrectionnelle fut employée par les gouvernements. Finalement, ce module présentera le type de dessin opérationnel qui fut employé par les forces de sécurité et la composante pangouvernementale de celui-ci.

## **LA SITUATION D'URGENCE EN MALAISIE 1948-1960**

### **La source de l'insurrection**

Tel que décrit par Nagl, bien que la situation d'urgence en Malaisie ait été déclarée en 1948, la genèse de cette insurrection remonte à la création du Parti communiste malais (PCM) en 1930. Le PCM a été créé par les colons chinois venus s'établir en Malaisie pour travailler dans les mines d'étain et les plantations de caoutchouc de la colonie britannique malaise. Suite à l'invasion de la Chine par le Japon en 1937, le parti a acquis sa légitimité en proposant au gouvernement britannique de Malaisie de créer un front uni de résistance avec les partis nationalistes malais en prévision de l'imminente invasion du pays par les forces nippones. En 1941, le gouvernement britannique de Malaisie, en voie d'être écrasé par le rouleau compresseur des forces japonaises, autorise la création de l'Armée antijaponaise populaire malaise (MPAJA) qui sera composée par 200 membres du PCM et conseillers par des officiers de liaison britanniques. En 1942, suite à l'invasion complète de la Malaisie par les Japonais, le MPAJA fut forcé de se retirer dans la jungle malaise et le PCM devint la seule organisation clandestine structurée du pays.<sup>104</sup>

---

<sup>104</sup> John A. Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, p. 60-61.



La résistance antijaponaise fut donc orchestrée par les Communistes chinois de Malaisie qui utilisèrent initialement les armes laissées sur les champs de bataille de 1942 et opérèrent à partir de la jungle. Au cours de la Seconde guerre mondiale, le MPAJA atteint des effectifs de 7000 combattants sous le mentorat de 40 officiers et de 250 sous-officiers britanniques. À partir de 1943, les forces de mentorat britannique assurèrent le ravitaillement en armes et matériels par parachutages et opérations sous-marines. La liaison entre les forces de mentorats britanniques et le MPAJA était assurée par le secrétaire du parti communiste prénommé Chin Peng. L'association de Chin Peng avec les autorités britanniques fut une alliance de circonstances puisque ce dernier sera décoré le l'Ordre de l'empire britannique (OBE) en 1945 pour ses actions contre les Japonais et prendra par la suite les commandes du PCM au moment de l'insurrection contre le gouvernement britannique et malais de 1948 jusqu'à sa reddition en 1989.<sup>105</sup>

Après la capitulation des forces japonaises, le PCM, n'ayant pu capitaliser et prendre concrètement le pouvoir malgré le vide créé par le départ des forces d'occupation japonaises et le retour des forces britanniques, fut contraint d'accepter les termes de la démobilisation du MPAJA. En échange de leurs armes, les membres du MPAJA reçurent la somme de 350\$ et une médaille de campagne. Pour les services rendus lors de la Seconde guerre mondiale et comme geste de bonne volonté pour la démobilisation du MPAJA, les autorités britanniques décidèrent d'octroyer aux colons chinois et à la minorité indienne le droit de vote et une égalité constitutionnelle. Les citoyens malais,

---

<sup>105</sup> *Ibid*, p. 61-62.

s'opposèrent à cette intégration et à la nouvelle constitution, engendrant ainsi des frictions ethniques qui produiront les circonstances de l'insurrection communiste.<sup>106</sup>

L'abandon de la poursuite d'une nouvelle constitution offrant l'égalité aux colons chinois de Malaisie, puis propulsés par l'ascendance du mouvement communiste en Chine et en Grèce, au début juin 1948, les communistes chinois lancèrent une campagne de terreur en assassinant des propriétaires de mines et de plantations européens.<sup>107</sup> Cette flambée de violence força le Haut commissaire britannique à déclarer l'état d'urgence le 17 juin 1948.<sup>108</sup>

### **La stratégie contre-insurrectionnelle**

Au début de l'insurrection, la Grande-Bretagne et la Malaisie disposaient de peu de moyens financiers et militaires pour faire face à une insurrection. La Seconde guerre mondiale avait vidé les coffres des États et l'Empire britannique était éparpillé aux quatre coins du globe tentant de rétablir son empire qui était aux prises avec d'autres insurrections comme en Palestine et en Grèce. Donc, l'empire ne disposait que de 4000 soldats pouvant faire face aux 4000 insurgés communistes cachés dans la jungle et 9000 officiers de police pour assurer la paix et l'ordre dans le pays.<sup>109</sup> Dès lors, le

---

<sup>106</sup> *Ibid*, p. 61-62.

<sup>107</sup> Lieutenant-colonel James Rutter, "La guerre qu'on ne peut pas gagner : Vaincre une insurrection populaire – Enseignement de l'expérience britannique en Malaisie", *Doctrine*, no 13, (septembre 2007), p. 101.

<sup>108</sup> John A. Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, p. 63.

<sup>109</sup> *Ibid*, p. 65.

commandant en chef des Forces impériales, le général Montgomery, autorisa l'envoi d'une brigade supplémentaire mais avec l'avertissement suivant :

L'arrivée de la brigade aidera à stabiliser la position et améliorera le moral, mais ce n'est pas une solution à long terme. Ceci requiert une réorganisation profonde des forces de sécurité des colonies de l'Extrême-Orient, incluant des mesures comme l'établissement d'une *Home Guard*, un renforcement et une réorganisation de la police, et en plus, ça nécessitera probablement trois à quatre divisions pour nettoyer toute la situation.<sup>110</sup>

Cet avertissement jettera les premières bases de la stratégie contre-insurrectionnelle que développera le gouvernement britannique de Malaisie. La définition du conflit et la première ébauche de cette stratégie fut faite par le haut commissaire Sir Henry Gurney et par son secrétaire permanent britannique à la Défense pour la Malaisie Sir Robert Thompson.

Le type d'insurrection

De par sa géographie péninsulaire, la Malaisie est privée de pays limitrophes pouvant influencer directement sur le conflit. De plus, Sir Robert Thompson employa la Royal Navy pour patrouiller le long des côtes afin de s'assurer qu'aucune puissance étrangère ne puisse influencer ou aider le PCM.<sup>111</sup> C'est seulement à la fin de la situation d'urgence en 1960 que les derniers insurgés ont trouvé refuge sur la frontière séparant la Malaisie de la Thaïlande.<sup>112</sup> Donc, selon le modèle de Gompert, l'insurrection était de

---

<sup>110</sup> *Ibid*, p. 65.

<sup>111</sup> Sir Robert Thompson, *Les guerres de l'après-guerre: Conflits et guerres civiles dans le monde depuis 1945* (Paris : Tallandier, 1983), p. 83.

<sup>112</sup> Ian F.W. Becket, *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies – Guerrillas and their Opponents since 1750* (New York : Routledge, 2001), p. 103.

type I – locale, et ce, même si le communisme représentait une cause internationale, le PCM n'a pas bénéficié d'un soutien ou même d'une sympathie populaire externe.

#### La catégorie d'insurrection

La catégorie de causes dont se sont servis les insurgés est très intéressante puisqu'en apparence, le PCM menait une guerre de libération contre le colonisateur britannique. La cause d'un mouvement de libération n'était pas cohérente chez les Malais puisque la Grande-Bretagne leur avait promis l'indépendance. Cette promesse était très crédible puisque les Britanniques venaient d'octroyer cette même liberté à l'Inde, au Pakistan et à la Birmanie. Donc, la motivation profonde du PCM était de renverser le pouvoir existant en tentant de rallier les Malais dans une campagne antibritannique.<sup>113</sup> Cependant, le PCM n'a pas réussi à galvaniser l'opinion publique derrière la cause communiste en raison des tensions ethniques séparant les communistes d'ethnie chinoise (38 pourcent) aux nationalistes malais, indiens et aborigènes (61 pourcent) qui percevaient les Britanniques comme des sauveurs et des libérateurs.<sup>114</sup> Les Malais allaient obtenir leur indépendance en 1957.<sup>115</sup>

---

<sup>113</sup> Sir Robert Thompson, *Les guerres de l'après-guerre: Conflits et guerres civiles dans le monde depuis 1945*, p. 82.

<sup>114</sup> John A. Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, p. 60.

<sup>115</sup> Lieutenant-colonel James Rutter, "La guerre qu'on ne peut pas gagner : Vaincre une insurrection populaire – Enseignement de l'expérience britannique en Malaisie", p. 102.

## La politique nationale

L'approche pangouvernementale à l'insurrection en Malaisie a permis de créer les conditions nécessaires à la victoire finale. Selon Ian Beckett, la logique derrière l'effort à assurer une stratégie politique et militaire intégrée reposait sur le fait qu'un seul individu devait contrôler tous les aspects de la réponse insurrectionnelle. Lorsque le haut commissaire Sir Henry Gurney fut tué en 1951 dans une embuscade et que le chef des opérations militaires britanniques, le général de corps d'armée Sir Harold Briggs, dut quitter pour des raisons de santé après avoir développé le "Plan Briggs", le gouvernement britannique a assigné en 1952 le général Sir Gerald Templer afin d'occuper les deux postes.<sup>116</sup> Cette désignation de Templer comme dernier proconsul britannique<sup>117</sup> allait permettre l'intégration de la politique et du militaire en un seul projet cohérent.<sup>118</sup> La nomination de Templer par le Secrétaire britannique aux affaires coloniales fut en réponse à la note que lui adressa le général Montgomery à la fin de 1951 :

Cher [Secrétaire aux affaires coloniales],  
*Malaisie*  
 Nous devons avoir un plan.  
 Deuxièmement, nous devons avoir un homme.  
 Quand nous aurons un plan et un homme, nous serons victorieux : pas autrement.  
 Sincèrement,  
 Montgomery (F.M.)<sup>119</sup>

---

<sup>116</sup> Ian F.W. Becket, *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies – Guerrillas and their Opponents since 1750*, p. 100-101.

<sup>117</sup> Le général Gerald Templer occupa le poste de proconsul britannique de 1952 à 1954. Durant son mandat, Templer rallia les nationalistes malais sous un seul parti politique qui écrasa l'opposition communiste aux élections législatives de 1955. Le gouvernement malais nouvellement élu poursuivit la stratégie de Templer jusqu'à la levée de l'état d'urgence en 1960.

<sup>118</sup> Lieutenant-colonel James Rutter, "La guerre qu'on ne peut pas gagner : Vaincre une insurrection populaire – Enseignement de l'expérience britannique en Malaisie", p. 101.

<sup>119</sup> John A. Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, p. 87.

Le commandement unifié des activités contre-insurrectionnelles par Templer eut pour effet d'améliorer les services de renseignements, augmentant ainsi le succès des forces de sécurité à infliger des pertes aux communistes. Une fois ces conditions établies, plusieurs insurgés se rendirent.<sup>120</sup> L'intégration des stratégies nationales par la coopération civilo-militaire du haut vers le bas fut possible par la fusion en un seul organisme du conseil fédéral de guerre (militaire) et conseil exécutif fédéral (civil). Cette fusion fut ensuite répliquée par la création de comités exécutifs de guerre au niveau des provinces et des régions. Ces comités étaient administrés de façon conjointe par un militaire, un policier et un fonctionnaire, forçant ainsi des solutions pangouvernementales aux problèmes.<sup>121</sup> Sur le plan politique, Templer a su faire preuve de compétence en comprenant que le succès d'une contre-insurrection devait passer par la nécessité de gagner les cœurs et les esprits de la population. Templer, en tant que représentant civil du gouvernement, a incarné l'autorité suprême pour tous les participants civil et militaire à la stratégie contre-insurrectionnelle.

#### La politique internationale

La situation géographique de la Malaisie a permis de limiter la propagation du conflit au-delà des frontières. Grâce à l'isolement géographique de la Malaisie, l'insurrection ne disposa d'aucun soutien externe et peu de ressources ont dû être

---

<sup>120</sup> Sir Robert Thompson, *Les guerres de l'après-guerre: Conflits et guerres civiles dans le monde depuis 1945*, p. 83.

<sup>121</sup> Lieutenant-colonel James Rutter, "La guerre qu'on ne peut pas gagner : Vaincre une insurrection populaire – Enseignement de l'expérience britannique en Malaisie", p. 102.

consacrées pour assurer l'intégrité des frontières du pays.<sup>122</sup> Ce sont surtout les gouvernements britannique et malais qui profitèrent le plus de la situation internationale. En effet, la guerre de Corée eut une influence bénéfique sur la capacité du gouvernement à mener une campagne de longue haleine et dispendieuse. La guerre de Corée fit augmenter en flèche les prix de l'étain et du caoutchouc, les deux principales sources de revenu du pays. Cette prospérité économique a permis au gouvernement malais de financer la contre-insurrection à partir de son propre budget et aux forces britanniques de limiter leurs dépenses à l'unique entretien de leurs troupes déployées dans le pays.<sup>123</sup>

#### Équilibrer l'enveloppe de sécurité

En raison de la guerre de Corée, les unités militaires disponibles pour intervenir en Malaisie étaient peu nombreuses. Alors, le haut commissaire Gurney décida d'accroître le nombre de policiers et, suivant l'esprit de ce que le général Montgomery lui avait recommandé il créa une milice d'autodéfense (*Home Guard*). Lorsque le général Templer arriva en poste en 1952 après la mort de Gurney, celui-ci hérita de forces gouvernementales de 90 000 combattants alors qu'au début de l'insurrection elles ne comptaient que 20 000 combattants<sup>124</sup> En 1952, parmi ces forces, la police représentait plus des deux tiers des effectifs divisés comme suit : plus de 30 000 policiers réguliers et plus de 30 000 constables spéciaux. Ces derniers étaient engagés principalement pour remplir des tâches défensives dans les villages, les mines et les plantations. Des éléments

---

<sup>122</sup> Ian F.W. Becket, *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies – Guerrillas and their Opponents since 1750*, p. 98.

<sup>123</sup> Sir Robert Thompson, *Les guerres de l'après-guerre: Conflits et guerres civiles dans le monde depuis 1945*, p. 83.

<sup>124</sup> *Ibid*, p. 83.

des forces de police furent aussi regroupés en organisations de campagne possédant des capacités similaires à des pelotons et des compagnies d'infanterie très légères.<sup>125</sup>

L'augmentation de l'effectif des forces de police ne contribua pas uniquement à contrer l'insurrection. En fait, après l'accroissement et le déploiement hâtif des forces de polices peu entraînées, en 1952, les efforts contre-insurrectionnels entrèrent dans une impasse. Le Haut commissariat britannique adopta une nouvelle stratégie en réformant et en réentraînant les forces de police malaise. La première étape fut de licencier 10 000 policiers jugés corrompus ou incompetents et ensuite d'identifier les policiers les plus compétents et d'en faire des instructeurs. Ces instructeurs eurent ensuite la tâche d'administrer des cours de base de quatre mois pour tous les policiers du pays. Les sous-officiers et les officiers de police malais reçurent une instruction avancée de trois ou quatre mois alors que les officiers de police séniors reçurent une instruction à l'École de renseignement de police administrée par les meilleurs officiers de police de l'Empire. Finalement, le Haut commissariat britannique envoya les officiers de police malais les plus prometteurs sur le cours d'opération de police d'un an furent en Angleterre.<sup>126</sup>

Les initiatives de police du Haut commissariat britannique traitèrent aussi la question de la représentation des citoyens Malais d'origine chinoise qui étaient sous représentés au sein des forces constabulaires. Les efforts de recrutement de policiers

---

<sup>125</sup> Sir Robert Thompson, *Defeating Communist Insurgency* (New York : Frederick A. Praeger, 1966), p. 103.

<sup>126</sup> États-Unis, US Army Field Manual no 3-24; Marine Corps Warfighting Publication 3-33.5, *US Army et Marine Corps, Counterinsurgency Field Manual*, p. 6-21.



d'origine chinoise améliorèrent la perception de la minorité chinoise envers le gouvernement. La transformation du système de police s'échelonna sur une période de 15 mois et, en 1953, le gouvernement avait repris l'initiative dans sa campagne contre-insurrectionnelle. À la fin de cette même année, les forces militaires britanniques débutèrent leur redéploiement de la colonie malaise.<sup>127</sup>

Selon Sir Robert Thompson, en se basant sur son expérience malaise, il a estimé qu'afin d'atteindre un équilibre des forces adéquat dans une contre-insurrection, le ratio de policiers devrait être de deux à deux fois et demi le nombre de soldats.<sup>128</sup> En se concentrant sur l'amélioration du leadership des forces de police malaises, le Haut commissariat britannique a jeté les bases de ce qui contribuera, à partir de 1953, à l'amélioration des relations entre les forces de sécurité et la population. En retour, la population malaise de toutes ethnies commença à fournir des informations sur les activités des insurgés.<sup>129</sup> Selon le manuel de la doctrine contre-insurrectionnelle des forces armées américaines, c'est la police et non l'armée qui aura servi de fer de lance des forces de sécurité dans la stratégie contre-insurrectionnelle en Malaisie.<sup>130</sup> Donc, l'exemple de la Malaisie vient renforcer la thèse de la primauté du gouvernement civil

---

<sup>127</sup> *Ibid*, p. 6-22.

<sup>128</sup> Sir Robert Thompson, *Defeating Communist Insurgency* (New York : Frederick A. Praeger, 1966), p. 110.

<sup>129</sup> États-Unis, US Army Field Manual no 3-24; Marine Corps Warfighting Publication 3-33.5, *US Army et Marine Corps, Counterinsurgency Field Manual*, p. 6-22.

<sup>130</sup> *Ibid*, p. 6-21.

dans la lutte contre-insurrectionnelle en se basant sur l'affirmation de Galula que la police est le bras armée du gouvernement.<sup>131</sup>

### Stratégies contre-insurrectionnelles – Approches de Gompert

Au début de la situation d'urgence en Malaisie, les autorités britanniques approchèrent l'insurrection comme des activités criminelles isolées devant être réprimées par la coercition et la mise en application des mesures d'urgences. Cependant, les grandes opérations de nettoyage des zones sous contrôle communiste n'eurent pour effet que de s'aliéner la population par la maladresse des forces de sécurité et leur usage excessif de la force.<sup>132</sup> Ce n'est que lorsque Templer est arrivé en poste en février 1952 qu'un vent de changement dans la stratégie put être observé. Il avait compris qu'une insurrection est avant tout un problème politique et il développa des approches visant les *cœurs et les esprits*, de la *carotte ou du bâton* et de la *transformation*.

Les conditions de départ à la mise en place de la nouvelle stratégie prirent leurs assises dans le plan Briggs initiée en 1950. Ce plan visait à déplacer 500 000 squatters d'origine chinoise éparpillés à travers tout le pays et à les réinstaller dans près de 500 nouveaux villages afin de couper les insurgés de la population et d'assurer leur sécurité. À partir de cela, Templer insista sur la nécessité de gagner les *cœurs et les esprits* du peuple. Sa vision venait s'arrimer au plan Briggs de par l'importance qu'il consacra à la nécessité d'assurer la sécurité de la population et en reconnaissant qu'il ne suffisait pas

---

<sup>131</sup> David Galula, *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, p. 49.

<sup>132</sup> Ian F.W. Becket, *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies – Guerrillas and their Opponents since 1750*, p. 97-98.

d'acheter la population pour obtenir son soutien. Il mit de l'avant des programmes sociaux et économiques afin de développer ces nouveaux villages et s'attarda au bien-être de la population d'ethnie chinoise en lui octroyant certains avantages habituellement exclusifs à la population d'origine malaise.<sup>133</sup> Templer exprima l'importance de gagner le *cœur et les esprits* de la population en faisant remarquer que la facette armée de la lutte contre-insurrectionnelle n'est seulement que 25 pourcent du travail alors que le 75 pourcent restant est d'acquérir le soutien de la population.<sup>134</sup>

Templer employa aussi la stratégie de la *carotte ou du bâton* en établissant le concept de zones blanches. Dans les zones ayant été désignées blanches de par la sécurité relative qu'elles représentaient ou du soutien qu'affichait la population, Templer accepta de lever certaines restrictions imposées par la déclaration de la situation d'urgence. Ainsi, on faisait miroiter à la population d'une zone, la possibilité de lever les restrictions de circulation, de couvre-feu et de rationnement en échange de leur soutien à la lutte contre-insurrectionnelle.<sup>135</sup> Cette technique permit aux forces gouvernementales de recueillir beaucoup d'informations sur les activités insurgées et ainsi mener à l'arrestation ou à la destruction des cellules insurgées. La *carotte* en récompense à la coopération des villageois pouvait aussi se traduire par l'approvisionnement en eau

---

<sup>133</sup> Sir Robert Thompson, *Les guerres de l'après-guerre: Conflits et guerres civiles dans le monde depuis 1945*, p. 83.

<sup>134</sup> Ian F.W. Becket, *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies – Guerrillas and their Opponents since 1750*, p. 102.

<sup>135</sup> Lieutenant-colonel James Rutter, "La guerre qu'on ne peut pas gagner : Vaincre une insurrection populaire – Enseignement de l'expérience britannique en Malaisie", p. 102.

potable, en électricité, en soins de santé et par la construction d'écoles, l'éducation étant l'une des choses les plus prisées par les ressortissants chinois.<sup>136</sup>

La *transformation* fut aussi au cœur de la stratégie contre insurrectionnelle britannique. Premièrement, ce fut Briggs qui amena la première vision d'une approche pangouvernementale aux problèmes de sécurité en créant des Conseils de guerre fédéraux aux niveaux de l'état, des districts et des villages. Sur ces conseils siégeaient des représentants du gouvernement, des agences civiles, de la police, de l'armée et, en 1955, on ouvrit même la porte aux représentants ethniques.<sup>137</sup> De son côté, Templer orchestra les transformations politique et structurelle en faisant adopter une nouvelle loi sur la citoyenneté en 1952, en réformant les forces de police<sup>138</sup> et en réorganisant et unifiant les partis politiques afin d'écraser démocratiquement l'opposition communiste lors des élections législatives de 1955.<sup>139</sup>

### Stratégies de réconciliation

Les stratégies de réconciliation et les incitatifs liées à la reddition des insurgés ont permis d'accélérer la résolution de la situation d'urgence en Malaisie. Au cours des 12 années que dura l'insurrection, les redditions comptèrent pour plus de 25 pourcent des victimes rebelles. Dans les trois dernières années du conflit, le nombre de rebelles

---

<sup>136</sup> Ian F.W. Becket, *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies – Guerrillas and their Opponents since 1750*, p. 102.

<sup>137</sup> *Ibid*, p. 100.

<sup>138</sup> *Ibid*, p. 102.

<sup>139</sup> Sir Robert Thompson, *Les guerres de l'après-guerre: Conflits et guerres civiles dans le monde depuis 1945*, p. 83.

capturés dépassa le nombre de rebelles tués.<sup>140</sup> Ces succès sont directement attribuables à la mise sur pied par Templer d'une nouvelle section de guerre psychologique en 1954. Un produit de cette section fut la création du programme de reddition du personnel ennemi (Surrender Enemy Personnel, SEP). Ce programme avait pour objectif d'encourager la défection de la guérilla et par la suite, d'employer le personnel qui s'était rendu dans une force volontaire d'opérations spéciales en leur promettant des primes liées à la capture des ennemis débusqués.<sup>141</sup> Le programme de reddition ne fut pas le bienvenu par le Haut commissariat lors de sa présentation mais il devint nécessaire au fur et à mesure que l'insurrection a progressé puisque les cibles insurgées se firent de plus en plus difficiles à localiser. Les informations que pouvaient fournir les insurgés s'étant rendu devinrent essentielles à la poursuite des opérations. De plus, le directeur des services de renseignements en Malaisie avança la nécessité d'une politique de reddition en expliquant que sans possibilité de se rendre, les insurgés n'auraient d'autre choix que de poursuivre le combat.<sup>142</sup>

Cependant, la réconciliation aurait pu être beaucoup plus rapide et l'insurrection aurait pu prendre fin en 1955 si le gouvernement avait accepté le licenciement de la branche armée du parti communiste qui venait d'essuyer une cuisante défaite aux élections législatives. Suite à la défaite politique du parti communiste, le gouvernement malais se sentait suffisamment en position de force pour refuser les conditions du parti

---

<sup>140</sup> *Ibid*, p. 83.

<sup>141</sup> Ian F.W. Becket, *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies – Guerrillas and their Opponents since 1750*, p. 101.

<sup>142</sup> John A. Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, p. 92-93.

communiste et imposer leurs propres conditions de reddition. Toutefois, les insurgés refusèrent la proposition d’amnistie du gouvernement qui menait à l’élimination politique du parti communiste malais, ce qui força un laborieux processus de nettoyage des zones de résistances des insurgées qui ne prit fin qu’en 1960.<sup>143</sup>

### **Les facteurs opérationnels**

La situation d’urgence en Malaisie a représenté un point tournant dans le design opérationnel d’un plan de campagne. Inspirés de leur expérience contre-insurrectionnelle de la guerre des Boers et sortant tout juste des opérations de grandes échelles de la Seconde guerre mondiale, les forces britanniques et malaises n’étaient pas suffisamment flexibles et rapides pour s’adapter au tempo décisionnel d’un ennemi fluide qui cherche à éviter à tout prix les engagements décisifs.<sup>144</sup> Les premiers efforts contre-insurrectionnels britanniques s’étaient concentrés sur l’élimination systématique des rebelles par de larges opérations de nettoyage dans les profondeurs de la jungle malaise.<sup>145</sup> Les efforts déployés ne rapportèrent pas les dividendes des efforts déployés puisque les coûts liés au déploiement de larges unités militaires, souvent peu aguerries aux opérations dans la jungle, permettaient aux insurgés de se glisser à coup sûr au travers des mailles du filet.

---

<sup>143</sup> Sir Robert Thompson, *Les guerres de l’après-guerre: Conflits et guerres civiles dans le monde depuis 1945*, p. 83.

<sup>144</sup> Joint Doctrine Publication 3-40, Security And Stabilisation: The Military Contribution, p. 2-8.

<sup>145</sup> Ian F.W. Becket, *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies – Guerrillas and their Opponents since 1750*, p. 98

Au point de vue opérationnel, inspiré par le plan Briggs, le proconsul Gerald Templer mit l'emphase sur le développement de hameaux stratégiques afin d'interdire aux insurgés l'accès à la population comme source d'approvisionnement et de recrutement.<sup>146</sup> Selon Robert Thompson, l'idée originale de Briggs était qu'une fois le programme de réinstallation des squatters chinois d'une région était complété dans un hameau stratégique, la campagne pour éliminer la structure politique du parti communiste pouvait vraiment commencer. Selon Thompson, la survie des insurgés dépendait de cette organisation politique.<sup>147</sup> En suivant l'explication des huit étapes de l'approche contre-insurrectionnelle canadienne de la tache d'encre, on peut retracer le design opérationnel de la situation d'urgence en Malaisie.

*Coordination du concept des opérations du gouvernement ou des autorités régionales en vue de la prochaine expansion au niveau du district.* Le directeur des opérations en Malaisie, le général Harold Briggs, créa une structure organisationnelle à la fois civile et militaire jusqu'au niveau de district pour fixer les priorités et les responsabilités par catégories et par zones.<sup>148</sup> Afin de choisir la région qui serait ciblée pour l'expansion de la tache d'encre, Briggs avait initialement préféré l'approche systématique de nettoyer le pays du sud vers le nord, c'est-à-dire en s'attaquant aux régions les plus contrôlées par les insurgés. Cependant, lorsque Templer est arrivé en poste, il corrigea l'approche en évitant de se concentrer sur l'ennemi plutôt que sur la

---

<sup>146</sup> Sir Robert Thompson, *Les guerres de l'après-guerre: Conflits et guerres civiles dans le monde depuis 1945*, p. 86.

<sup>147</sup> *Ibid*, p. 87.

<sup>148</sup> *Ibid*, p. 82-83.

population et ordonna la réinstallation en débutant par les zones les moins affectées par l'insurrection. Templer, en tant qu'autorité supérieure civile du gouvernement britannique, s'appropriä ainsi le plan d'opération contre-insurrectionnel et devint le commandant en chef de la campagne.

*Engagement des paliers inférieurs du gouvernement.* À cette étape, les forces de sécurité britanniques et malaises, sous le contrôle de la police, saturaient la région de façon à forcer les insurgés à se disperser et à quitter la région. Le focus n'étant pas sur la destruction de l'ennemi, on acceptait de le laisser filer vers d'autres régions sous son contrôle mais en s'assurant qu'il ne puisse se réinstaller dans la région récemment investie par les forces de sécurité.<sup>149</sup> Une fois l'autorité gouvernementale rétablie dans la région, c'est à ce moment que le hameau stratégique pouvait être créé et que l'on mettait sur pied une milice d'autodéfense. Ces conditions permettaient d'imposer des mesures de contrôle sur les ressources et la population, dont le but était d'isoler les insurgés de la population.<sup>150</sup>

*Élimination de la présence et de l'influence des insurgés dans la zone.* Selon Thompson, le nettoyage de la zone passait tout d'abord en gagnant l'appui de la population qui en retour fournirait l'information nécessaire pouvant mener à l'arrestation ou la destruction des cellules insurgées restantes. Ainsi, la loyauté de la population envers le gouvernement était assurée et on pouvait prévenir la réinfiltration des

---

<sup>149</sup> Sir Robert Thompson, *Defeating Communist Insurgency* (New York : Frederick A. Praeger, 1966), p. 111.

<sup>150</sup> *Ibid*, p. 112.



insurgés.<sup>151</sup> L'étape 4 de la *supervision du retour des personnes déplacées* ne fut pas applicable dans le cas de la Malaisie puisqu'on réinstallait immédiatement les squatters chinois d'une région donnée dans le hameau stratégique en leur donnant des matériaux pour construire leurs maisons, 100 livres d'argent liquide et le titre de propriété légale pour leurs nouvelles terres.<sup>152</sup>

Les projets de *soulagement à court-terme* comprenaient l'amélioration des conditions sanitaire par l'ouverture de cliniques médicales, la construction de nouvelles écoles et l'amélioration des conditions de vie (eau courante, puits, électricité, etc.).<sup>153</sup> Finalement, les trois dernières étapes de *création de conseils de développement communautaire*, de *sécurité* et de *développement durable* étaient atteintes lorsque la zone était jugée blanche et que des associations des gens d'affaires locaux prenaient en main le développement économique de leur région.<sup>154</sup> Les bases d'une société démocratique libre de l'influence des insurgés communistes étaient donc jugées en place, permettant ainsi l'expansion de la tache d'encre vers une autre région voisine.

## **Conclusion Malaisie**

Bien que le gouvernement britannique ait eu un parcours pratiquement sans faute dans sa campagne contre-insurrectionnelle, il fut aidé par le caractère limité de

---

<sup>151</sup> *Ibid*, p. 113.

<sup>152</sup> Sir Robert Thompson, *Les guerres de l'après-guerre: Conflits et guerres civiles dans le monde depuis 1945*, p. 87.

<sup>153</sup> Sir Robert Thompson, *Defeating Communist Insurgency* (New York : Frederick A. Praeger, 1966), p. 113.

<sup>154</sup> *Ibid*, p. 113.

l'insurrection et par le manque de maturité des conditions insurrectionnelles. En fait, un des éléments fatidiques pour les insurgés et le parti communiste malais fut qu'ils étaient engagés dans la confrontation militaire de façon prématurée en omettant la longue période de politisation préparatoire de la population comme l'enseignement de Mao le stipulait.<sup>155</sup> La contre cause gouvernementale à l'insurrection, l'unicité des efforts garantie par une autorité civile, un bon équilibre des forces de sécurité et l'application d'un plan stratégique et de campagne axés sur le soutien de la population ont permis d'assurer le succès des gouvernements britanniques et malais.

Finalemnt, ce chapitre a démontré comment les organisations gouvernementales, soutenues par des forces de sécurité ayant à leur tête des forces de police, ont adapté leur stratégie d'intervention afin de désamorcer l'insurrection en Malaisie. Le succès britannique et malais est directement attribuable aux responsabilités de commandement, à la compétence stratégique, à la culture apprenante de l'armée britannique et à l'application d'un plan de campagne supporté à tous les niveaux. En rétrospective, grâce aux interventions de Templer, il est possible d'affirmer que le gouvernement civil britannique, suivi du gouvernement malais démocratiquement élu, furent les têtes dirigeantes de la stratégie contre-insurrectionnelle qui permit le retour à la paix durable.

---

<sup>155</sup> Ian F.W. Becket, *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies – Guerrillas and their Opponents since 1750*, p. 98

## LES TROUBLES D'IRLANDE DU NORD 1967-2010

[trad.] *Ce qui suit est attribué à un diplomate israélien qui fut élevé en Irlande du Nord. Un jour, alors qu'il était gamin, il s'est fait apostropher par les membres d'un gang de rue à l'allure agressive. Ceux-ci lui ont demandé véhément : «Es-tu Catholique ou Protestant». Soulagé de pouvoir se sortir de cette situation, le gamin répondit : «Je suis Juif», ont lui rétorqua : «Oui, oui, mais es-tu un Juif-protestant ou bien un Juif-catholique?»<sup>156</sup>*

### La source de l'insurrection

Il est difficile de fixer une date au début de l'insurrection en Irlande du Nord puisque des origines au conflit peuvent être recensées jusqu'au XVIe siècle alors que l'Angleterre étendait son autorité jusqu'en Irlande avec la complétion de la conquête en 1607 par James I. Bien que cet événement remonte à une époque bien lointaine, les activistes des deux camps, Catholiques et Protestants, n'hésitent pas à ressasser le passé dans les parades et les slogans.<sup>157</sup> Cependant, le conflit récent doit être plus directement attribué à la naissance du mouvement des droits civils dont l'idéologie fut importée d'Amérique à la fin des années soixante. La minorité catholique d'Irlande du Nord, représentant 38 pourcent de la population<sup>158</sup>, souffrait d'inégalités sociales par rapport aux protestants irlandais. Les mesures discriminatoires allaient de la manipulation de la carte électorale, à l'inégalité des prix et de qualité pour les loyers, à un accès limité à l'emploi<sup>159</sup> et aux pouvoirs d'urgence autorisant la détention sans procès par la Royal

---

<sup>156</sup> Don Mansfield, "The Irish Republican Army and Northern Ireland", extrait de *Insurgency in the Modern World*, sous la direction de Bard E. O'Neill, William R. Heaton et Donald J. Alberts (Boulder, Colorado : Westview Press, 1980), p. 45.

<sup>157</sup> *Ibid*, p. 48.

<sup>158</sup> Ian F.W. Becket, *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies – Guerrillas and their Opponents since 1750*, p. 219.

<sup>159</sup> À la fin des années soixante, alors que le taux de chômage global en Irlande du Nord était de 5 à 8 pourcent, celui de la minorité catholique atteignait 12 à 25 pourcent.

Ulster Constabulary (RUC) à composition majoritairement protestante et à sa force constabulaire auxiliaire (*B Specials*) entièrement protestante qui appliquèrent la loi de façon très partisane.<sup>160</sup>

Cependant, le Premier ministre de la province, Terrence O'Neill, soucieux d'améliorer la condition des Catholiques et de promouvoir le rapprochement des deux communautés, tenta de rétablir l'équité. Jusqu'à la fin des années soixante, les Catholiques d'Irlande du Nord disposaient de l'appui populaire de la majorité de la population en Angleterre puisque leurs revendications étaient justifiées. Ironiquement, ce n'est pas la Provisional Irish Republican Army (PIRA) qui fit monter les tensions mais bien les extrémistes protestants obsédés par la peur de devenir une minorité au sein d'une Irlande unifiée.<sup>161</sup>

C'est une marche organisée par l'Association des droits civils en 1969 pour encourager les réformes qui se trouva confrontée à une manifestation d'extrémistes protestants qui mit le feu aux poudres. Dans la violence de l'affrontement, la réaction de la RUC fut perçue par les Catholiques comme étant moins que neutre, ce qui résulta en un désordre public généralisé entre les ethnies d'Irlande du Nord. Par crainte de représailles, les deux groupes se retranchèrent dans leur propre communauté, solidifiant ainsi la division ethnique. Au printemps et à l'été 1969, les deux camps tinrent des parades et des manifestations culturelles nationalistes ce qui entraîna des émeutes forçant

---

<sup>160</sup> Don Mansfield, "The Irish Republican Army and Northern Ireland", p. 52.

<sup>161</sup> *Ibid*, p. 52.

désespérément le nouveau Premier ministre de la province, James Chichester-Clark, à ordonner la mobilisation du Special B. L'effet fut dramatique et généra une flambée de violence qui alimenta les rangs de la PIRA qui se présentait comme le défenseur des Catholiques réclamant la dissociation de la couronne britannique et l'annexion à la République d'Irlande.<sup>162</sup> La situation étant devenue hors de contrôle pour le RUC, le gouvernement d'Irlande du Nord demanda donc l'assistance de l'Armée afin de mettre fin au désordre. Lors de son déploiement en août 1969, l'Armée fut bien accueillie par les Catholiques qui comptaient sur l'arrivée de celle-ci afin de les protéger des extrémistes protestants. Cependant, la recrudescence des activités terroristes de la PIRA força l'Armée à réorienter son attention contre ce groupe armé catholique.<sup>163</sup>

Les Catholiques s'étant barricadés dans leurs quartiers afin de se défendre des extrémistes protestants fournissaient ainsi un refuge aux militants de la PIRA. Cette prise de contrôle armée de quartiers de la ville par la PIRA fit tomber l'appui populaire en Angleterre et de plus en plus de troupes furent déployées dans la province. Le 30 janvier 1972, les soldats britanniques ouvrirent le feu sur des manifestants catholiques faisant 13 morts, cette journée est restée gravée dans la mémoire collective comme le "Bloody Sunday". L'Armée britannique venait de s'aliéner la population catholique et la PIRA vengea cet incident par une campagne de terreur. Les attaques à la bombe firent plusieurs victimes innocentes en Angleterre et, face à l'incapacité des autorités d'Irlande du Nord à contrôler la situation, le parlement britannique a dissout le gouvernement de la province

---

<sup>162</sup> *Ibid*, p. 53-54.

<sup>163</sup> Ian F.W. Becket, *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies – Guerrillas and their Opponents since 1750*, p. 219.

pour la mettre sous son contrôle direct par l'entremise d'un secrétaire d'état. Comme geste de bonne volonté on relâcha 600 catholiques détenus sans procès, mais ce fut trop peu trop tard. Le 21 juillet 1972, "Bloody Friday", la PIRA fit exploser 22 bombes dans Belfast, faisant 9 morts et 130 blessés.<sup>164</sup>

La réponse britannique au "Bloody Friday" fut de déployer un total de 21 000 soldats équipés de véhicules blindés et de chars d'assaut dans le cadre de l'opération Motorman. L'opération visait à reprendre le contrôle des quartiers interdits et de démanteler les barricades.<sup>165</sup> Des opérations de fouilles robustes dans les quartiers occupés permirent d'arrêter au cours de l'été 1973, près de 100 insurgés par mois. Cependant, malgré les succès tactiques de l'Armée, ce siège de 18 mois créa une radicalisation de toute la communauté catholique cimentant ainsi l'insurrection qui allait durer plus de 30 ans. Don Mansfield a écrit : «L'armée britannique est fermement en contrôle. Cependant, ce sera seulement dans l'arène politique que le problème d'Irlande du Nord se règlera et une telle solution n'est pas à l'horizon.»<sup>166</sup>

### **La stratégie contre-insurrectionnelle**

La stratégie contre-insurrectionnelle en Irlande ne permet pas de renforcer tous les points de la théorie présentée dans le premier module de cet ouvrage. Cependant, ce conflit permet de mettre en relief comment un État peut mener une lutte contre-

---

<sup>164</sup> Don Mansfield, "The Irish Republican Army and Northern Ireland", p. 54-55.

<sup>165</sup> Sir Robert Thompson, Les guerres de l'après-guerre: Conflits et guerres civiles dans le monde depuis 1945, p. 284.

<sup>166</sup> Don Mansfield, "The Irish Republican Army and Northern Ireland", p. 55-56.

insurrectionnelle localisée dans une de ses provinces alors qu'il ne possède pas un statut d'impartialité.

Au début de l'insurrection, les forces de police ont rapidement démontré leur incapacité face à la situation. La perception de partialité que les Catholiques avaient de la RUC firent en sorte que chacune des arrestations, des fouilles ou interventions antiémeutes furent condamnées par les Catholiques ce qui eut pour effet d'entraîner une escalade de la violence entre les communautés. Du côté de l'Armée, au début de son intervention, ce fut une grave erreur du gouvernement britannique que de soutenir le gouvernement provincial d'Irlande du Nord puisque celui-ci faisait partie du problème.<sup>167</sup> Cependant, constitutionnellement c'était un incontournable puisque Stormont<sup>168</sup> était responsable de la police et de toutes les affaires internes de la province alors que la Grande-Bretagne avait juridiction au point de vue de la défense et des affaires internationales.<sup>169</sup>

L'intervention en masse de l'Armée britannique dans les secteurs catholiques à partir de l'été 1972, jumelée à la politique d'incarcération sans procès ont eu pour résultat de neutraliser les actions de la PIRA au point de vue tactique. Cependant, les interventions de l'Armée auront eu pour effet d'exacerber le sentiment d'injustice de la population sans pour autant amener une solution durable. Les gouvernements

---

<sup>167</sup> Colonel Richard Iron, "Britain's Longest War: Northern Ireland 1967-2007", extrait de *Counterinsurgency in Modern Warfare*, sous la direction de Daniel Marston et Carter Malkasian (New York : Osprey Publishing, 2008), p. 169.

<sup>168</sup> Assemblée législative d'Irlande du Nord.

<sup>169</sup> Don Mansfield, "The Irish Republican Army and Northern Ireland", p. 55-56.

britanniques qui se succédèrent depuis le début du conflit reconnurent tous que le dénouement de la crise en Irlande du Nord se ferait par des solutions politiques.<sup>170</sup>

### Le type d'insurrection

Les troubles d'Irlande du Nord font partie du deuxième type d'insurrection soit locale-internationale. Tout au long du conflit, les éléments de la PIRA ont compté sur le soutien international pour son financement et son approvisionnement en armes. Au début du conflit, dans les années soixante-dix, le soutien provenait principalement de la diaspora irlandaise des États-Unis, du Canada, d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Contrairement à la croyance populaire, le gouvernement de la République d'Irlande a toujours découragé les rassemblements de fonds sur son territoire et à l'étranger.<sup>171</sup> Toutefois, bien que les méthodes de la PIRA n'aient pas été soutenues par la population irlandaise, celle-ci endossait l'idéologie d'une Irlande unifiée.<sup>172</sup> La PIRA avait réussi à présenter la communauté catholique d'Irlande du Nord comme une victime de l'oppression coloniale britannique.

Au point de vue de l'armement, il est estimé que 2 500 armes ont traversé illégalement l'Atlantique et, parmi celles-ci, on compta 300 fusils volés annuellement au Corps des Marines des États-Unis. En 1981, les pressions de la Première ministre Thatcher sur le Président Reagan permirent d'arrêter l'hémorragie. La PIRA se tourna

---

<sup>170</sup> Ian F.W. Becket, *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies – Guerrillas and their Opponents since 1750*, p. 222-223.

<sup>171</sup> Sir Robert Thompson, *Les guerres de l'après-guerre: Conflits et guerres civiles dans le monde depuis 1945* (Paris : Tallandier, 1983), p. 282.

<sup>172</sup> Don Mansfield, "The Irish Republican Army and Northern Ireland", p. 72.



alors vers le Président Kadhafi de la Libye pour assurer son approvisionnement en armes et en argent.<sup>173</sup>

Bien que la PIRA ait réussi à s'attirer un certain soutien international de partisans mal informés ou d'États opposés politiquement au gouvernement britannique, la cause de l'insurrection ne dépassa pas les frontières d'Irlande du Nord. En fait, les attaques terroristes sans discernement de la PIRA n'ont pas galvanisé l'opinion publique et l'ont forcée à chercher le soutien d'organisations ayant des causes similaires mais sans lien commun à la cause des catholiques d'Irlande du Nord.<sup>174</sup> Donc, le conflit est demeuré local au point de vue de sa résolution et international au point de vue du soutien matériel et financier qu'il a reçu.

#### La catégorie d'insurrection

Le conflit en Irlande du Nord est de nature ethnocentrique. L'Irlande du Nord est en proie au conflit religieux et ethnique depuis le XVI<sup>e</sup> siècle. En 1967, avant l'avènement du mouvement des droits civils, un sondage d'opinion publique avait montré que 70 pourcent des Catholiques et 50 pourcent des Protestants d'Irlande du Nord jugeaient que les relations inter-croyances s'amélioreraient.<sup>175</sup> Cependant, la situation se détériora rapidement lorsque les groupes extrémistes des deux camps débutèrent une

---

<sup>173</sup> Colonel Richard Iron, "Britain's Longest War: Northern Ireland 1967-2007", p. 173.

<sup>174</sup> La PIRA entretenait des relations politiques avec Moscow. Elle avait aussi des liens avec des groupes terroristes arabes comme Black September et l'OLP. Elle fut aussi en contact avec la Baader-Meinhof allemande, la United Revolution Army japonaise, le Front de libération d'Iran, l'Armée de libération populaire turque, les Tupamaros d'Uruguay et les séparatistes bretons, basques et québécois; Don Mansfield, "The Irish Republican Army and Northern Ireland", p. 73.

<sup>175</sup> Don Mansfield, "The Irish Republican Army and Northern Ireland", p. 51.

escalade de la violence qui vint créer une division profonde au sein de la population de la province.

### La politique nationale

Dès le départ, il fut reconnu que l'issue du conflit serait politique. Au départ, le gouvernement britannique soutenait les réformes en Irlande du Nord mais n'était pas en position d'imposer celles-ci à la province qui était indépendante pour toutes les questions d'ordre interne.<sup>176</sup> En 1972, une fois que la situation glissa hors du contrôle de Stormont, Westminster ordonna la dissolution du gouvernement de la province et y nomma un secrétaire d'état qui était directement responsable pour toute l'Irlande du Nord ainsi que les forces de sécurité en place. Cette mesure vint trop tard puisque la seule organisation en mesure de rétablir l'ordre, l'Armée, avait perdu la crédibilité populaire en tentant pendant trois ans de soutenir le gouvernement local qui était une partie du problème. Par la suite, en décembre 1973, Londres voulut redonner l'autonomie à la province en proposant, avec la République d'Irlande et les membres d'un nouvel exécutif pour l'Irlande du Nord, une association entre la province et la république par un pouvoir partagé par un Conseil d'Irlande avec les deux parties de l'île. En opposition, les Protestants ont déclenché une grève généralisée qui força la Grande-Bretagne à annuler l'entente. Des sondages ont ensuite démontré que les Catholiques et les Protestants d'Irlande du Nord préféraient la régence directe comme deuxième meilleure alternative.<sup>177</sup>

---

<sup>176</sup> Don Mansfield, "The Irish Republican Army and Northern Ireland", p. 51.

<sup>177</sup> *Ibid*, p. 56.

C'est seulement à partir de 1981 qu'un véritable vent de changement put être observé. Suite à la décision du gouvernement britannique de retirer le statut de prisonniers politiques aux membres incarcérés de la PIRA, et de les criminaliser en raison des actes terroristes commis, dix détenus républicains entreprirent une grève de la faim jusqu'à la mort. La mort de chacun des détenus généra des émeutes violentes mais la conséquence la plus inattendue quoique la plus salubre, fut le développement d'une voie politique parallèle à la lutte armée au sein de la PIRA. Le Sinn Fein devint ainsi le parti politique de la PIRA.<sup>178</sup>

L'autre élément qui fut décisif dans la résolution du conflit par la politique fut la remarquable consistance dont a fait preuve le gouvernement britannique à partir de l'imposition de la régence directe en 1972. Les facteurs ayant permis cette condition furent le règne ininterrompu de Margaret Thatcher comme Première ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1991 et le fait que les principaux partis du parlement britannique soient demeurés unis derrière la stratégie contre-insurrectionnelle gouvernementale.<sup>179</sup>

#### La politique internationale

Le seul appui international qu'a reçu la PIRA provint d'États marginaux, de groupes radicaux et d'une diaspora irlandaise souvent mal informée. Aucun de ses appuis n'a pu permettre à la PIRA de jouir d'une légitimité mis à part sa branche politique du Sinn Fein. Les relations internationales du gouvernement britannique qui eurent le plus d'effet sur le conflit furent avec les États-Unis et la République d'Irlande.

---

<sup>178</sup> Colonel Richard Iron, "Britain's Longest War: Northern Ireland 1967-2007", p. 170-172.

<sup>179</sup> *Ibid*, p. 174.

C'est la contrebande d'armes entre les États-Unis et la PIRA qui força le gouvernement britannique de Thatcher à demander au Président Reagan en 1981 de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour faire cesser le trafic. Les États-Unis sont devenus impliqués dans le dossier de l'Irlande du Nord au milieu des années quatre-vingt-dix. La méfiance entre la PIRA, les loyalistes et le gouvernement britannique a amené le Président Bill Clinton à agir comme médiateur pour permettre le rapprochement des protagonistes. Les négociations ont finalement mené au "Good Friday Agreement", signé en 1998. Ce traité, signé par les loyalistes et les républicains, a jeté les bases de la nouvelle structure politique pour l'Irlande du Nord.<sup>180</sup>

L'Irlande du Nord et la République d'Irlande sont séparés par une frontière de 400 kilomètres de long. Une majeure partie des Catholiques d'Irlande du Nord se situe à proximité de la frontière et les insurgés profitèrent de leur appui pour traverser. Malgré la politique officielle du gouvernement irlandais de ne pas soutenir la PIRA, ces derniers jouirent de la nonchalance de l'État irlandais à cet égard pour y maintenir des facilités d'entraînement, des caches d'armes et des refuges. Cinquante pourcent de l'effort militaire britannique fut dédié au déploiement de forces à proximité des zones frontalières rurales. Malgré le problème que représentait la frontière, le gouvernement britannique n'a pas considéré la fermeture de celle-ci. Politiquement, il était reconnu qu'une résolution du conflit à long terme devait inclure des bonnes relations entre le Nord et le Sud et non pas l'institutionnalisation de la séparation. Le gouvernement avait concédé

---

<sup>180</sup> *Ibid*, p. 175.

qu'il ne pouvait pas prévenir le transit frontalier de tous les insurgés.<sup>181</sup> Ce fut le lobbying politique du gouvernement britannique et non les opérations militaires à la frontière qui sauvegardèrent les bonnes relations avec la République d'Irlande, sans qu'une résolution pacifique au conflit n'aurait été possible.

### Équilibrer l'enveloppe de sécurité

Au début des troubles, le RUC et ses Special B se montrèrent incapables de contrôler la situation, et en août 1969, le gouvernement d'Irlande du Nord fit appel à l'Armée. L'Armée déploya initialement 5 000 militaires et ajusta rapidement le chiffre à 6 000 après le démantèlement des Special B. Le nombre de soldats déployés fluctua jusqu'à 14 000 soldats pour atteindre son sommet à 21 000 soldats en 1972 dans le cadre de l'opération Motorman.<sup>182</sup> Lorsque l'Armée se déploya en 1969, elle devint la primauté au point de vue de la sécurité dans la province. Cependant, on se rendit vite compte que la police et l'Armée opéraient en silo, alors on créa à tous les niveaux une série de comités de coordination sur la sécurité et les opérations. Contrairement aux autres campagnes contre-insurrectionnelles comme la Malaisie, on n'y intégra pas de représentants civils, négligeant ainsi la contribution politique au problème de sécurité. Il s'en suivit inévitablement une guerre de clochers entre l'Armée qui avait la primauté sur les affaires de sécurité et répondant à Londres et avec la RUC qui répondait de Stormont. On introduit donc en 1971 un représentant aux affaires civiles chargé de coordonner

---

<sup>181</sup> *Ibid.*, p. 180.

<sup>182</sup> Sir Robert Thompson, *Les guerres de l'après-guerre: Conflits et guerres civiles dans le monde depuis 1945*, p. 284.

toutes les questions de sécurité avec l'armée, la police et les paliers de gouvernement civil.<sup>183</sup>

La véritable transformation dans l'enveloppe de sécurité se fit en 1977 alors qu'on restaura la primauté de la police sur les affaires de sécurité par ce qu'on appela la stratégie d'Ulsterisation.<sup>184</sup> Cette stratégie, issue du papier britannique "The Way Ahead" fut produite par l'Armée, le RUC, les agents de renseignements et menée par un représentant civil du Secrétaire d'État. L'objectif de celle-ci était de retirer les unités non nord-irlandaises des tâches de sécurité dans la province et de les remplacer par des membres localement recrutés, mieux entraînés et mieux équipés de la RUC et du Ulster Defence Regiment (UDR).<sup>185</sup> Le gouvernement britannique cherchait donc à confiner le conflit à l'Irlande du Nord et ainsi préserver l'opinion publique en Angleterre. Cette stratégie comprenait aussi la criminalisation des insurgés afin de les radicaliser de la société et un emploi agressif du Special Air Service (SAS) dans les zones frontalières avec la République d'Irlande. À la fin de l'Ulsterisation, les effectifs de la RUC étaient de 13 000 policiers avec en appui direct 7 700 miliciens de l'UDR et 11 000 militaires principalement déployés le long de la frontière dans des opérations de dissuasion.<sup>186</sup>

Avec le retour de la primauté de la police sur les affaires de sécurité, l'Armée assumait des

---

<sup>183</sup> Ian F.W. Becket, *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies – Guerrillas and their Opponents since 1750*, p. 223-224.

<sup>184</sup> Le terme Ulsterisation fut emprunté de la stratégie américaine lors de la guerre du Vietnam appelé Vietnamisation. Similairement, l'Ulsterisation visait à développer une stratégie nord-irlandaise au conflit avec ses propres ressources.

<sup>185</sup> L'UDR fut formée après le démantèlement des Special B qui avaient été discrédités.

<sup>186</sup> Ian F.W. Becket, *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies – Guerrillas and their Opponents since 1750*, p. 221, 224, 229 et 230.

tâches de spécialistes dans les domaines comme la photographie aérienne, le déminage et les opérations secrètes.<sup>187</sup> L'Ulstérisation permit de mettre au premier plan un visage d'autorité propre au conflit. Aux yeux de la population, le policier nord-irlandais, fort d'une nouvelle crédibilité, devenait ainsi la face du gouvernement d'Irlande du Nord et son bras armé.

#### Stratégie contre-insurrectionnelle – Approches de Gompert

Les stratégies contre-insurrectionnelles pour le cas des troubles en Irlande du Nord sont difficiles à identifier et parfois on pourrait s'imaginer qu'il y avait eu absence de stratégie. Il est difficile de s'imaginer que le gouvernement britannique, fort de ses succès en Malaisie, n'ait pas été en mesure d'appliquer les mêmes paramètres aux troubles internes d'une de ses provinces. Le problème provient du fait que l'Irlande du Nord possède un statut de pays au sein du Royaume-Uni et qu'elle est responsable de tout ce qui touche aux affaires intérieures du pays alors que Westminster est responsable des questions de défense et de relations internationales. Contrairement à la Malaisie où la Grande-Bretagne était vraiment en charge de toutes les questions nationales, Londres n'a pu développer une stratégie contre-insurrectionnelle complète. En fait, un des intérêts premiers de la Grande-Bretagne était de s'assurer de ne pas importer les troubles en Angleterre.<sup>188</sup> La stratégie gagnante était donc de mettre en place un gouvernement nord-irlandais respecté par les protagonistes catholiques et protestants pour que ceux-ci développent leur propre stratégie contre-insurrectionnelle nationale. Les efforts de la

---

<sup>187</sup> Sir Robert Thompson, *Les guerres de l'après-guerre: Conflits et guerres civiles dans le monde depuis 1945*, p. 285.

<sup>188</sup> Don Mansfield, "The Irish Republican Army and Northern Ireland", p. 51.

stratégie contre-insurrectionnelle britannique ont donc portés sur le développement d'un gouvernement d'Irlande du Nord crédible et autonome.

Le modèle contre-insurrectionnel de Gompert n'a donc pu être mis en application dans son sens classique. Les tentatives à la stratégie de la *carotte ou du bâton* s'avèrent des échecs absolus lorsque les autorités tentèrent de l'appliquer par la force. L'imposition de mesures punitives fut spécifiquement appliquée à des zones où les insurgés exerçaient un contrôle et par défaut, ce sont des quartiers catholiques qui furent l'objet de ces mesures. La PIRA se servit de ces mesures punitives afin d'alimenter la grogne chez les Catholiques et les faire descendre dans la rue pour protester. Par exemple, en 1970, l'armée imposa le couvre feu de Falls Road afin de perturber les activités de la PIRA. Le couvre feu mena à la saisie de plusieurs armes mais quatre civils furent tués et soixante autres blessés. L'armée employa plus de six cents grenades lacrymogènes afin de réprimer les manifestations liées à l'imposition du couvre feu. Cette utilisation excessive de la force, jumelée à des allégations de pillages perpétrés par des militaires rendirent cette stratégie contreproductive.<sup>189</sup> L'introduction de la détention sans procès, qui eut certains succès tactiques élimina les derniers espoirs d'une coopération entre les nationalistes catholiques et le gouvernement d'Irlande du Nord.<sup>190</sup> En revanche, les secrétaires d'État qui suivirent l'imposition de la régence directe se servirent des détenus sans procès comme monnaie d'échange en guise de bonne volonté pour entreprendre des négociations ou obtenir des accords ponctuels de cessez-le-feu.

---

<sup>189</sup> Paul Dixon, "«Hearts and Minds»? British Counter-Insurgency Strategy in Northern Ireland", *The Journal of Strategic Studies*, vol. 32, no. 3 (juin 2009), p. 455.

<sup>190</sup> *Ibid.*, p. 456.



Selon Paul Dixon, il n'y a pas eu de résultats concrets d'une campagne du *cœur et des esprits* tout au long de la lutte armée du conflit.<sup>191</sup> Les efforts classiques qui y furent consacrés au point de vue physique furent déployés par l'armée au tout début de leur déploiement dans la province. L'armée développa des projets communautaires comme la construction de centres jeunesse, l'organisation d'activités parascolaires et même des services de popotes volantes pour les aînés. Cependant, ces projets ne s'arrimèrent à aucune stratégie nationale et les effets se dissipèrent rapidement.<sup>192</sup> La stratégie du *cœur et des esprits* ne fut donc pas remportée dans son sens classique qui vise à gagner le soutien de la population. Selon David Benest, la plus importante campagne du *cœur et des esprits* fut celle qui a ciblé l'électorat domestique britannique. Le gouvernement, devant son impuissance à apporter la stabilité dans la province, a dû s'efforcer de maintenir son soutien national afin de pouvoir maintenir un engagement indéfini, parfois même embarrassant et coûteux pour ses contribuables.<sup>193</sup> En fait, entre 1971 et 1978, une majorité de citoyens anglais favorisaient un repli d'Irlande du Nord.<sup>194</sup>

C'est l'approche *transformationnelle* du modèle de Gompert qui reflète le mieux la stratégie contre-insurrectionnelle britannique en Irlande du Nord. Au point de vue des forces de sécurité, ce fut la stratégie d'Ulsterisation de 1977 qui fut la pierre angulaire de

---

<sup>191</sup> *Ibid*, p. 472.

<sup>192</sup> *Ibid*, p. 463.

<sup>193</sup> David Benest, "Aden to Northern Ireland, 1966-76", H. Strachan, *Big Wars and Small Wars: The British Army and the Lessons of War in the Twentieth Century* (London : Routledge, 2006), p. 119.

<sup>194</sup> Paul Dixon, "«Hearts and Minds»? British Counter-Insurgency Strategy in Northern Ireland", p. 462-463.

la transformation. Selon Paul Dixon, le remplacement des militaires britanniques par des forces de sécurités locales fut toujours le but recherché.<sup>195</sup> Cependant, la transformation la plus importante se fit au point de vue des réformes politiques du gouvernement d'Irlande du Nord. La première réforme fut la dissolution du gouvernement de Stormont en 1972 pour imposer la régence directe afin d'éliminer une des causes de l'insurrection. La deuxième transformation politique d'importance fut l'accord anglo-irlandais de 1985 où tous les partis reconnurent l'intérêt légitime de la République d'Irlande dans la gouvernance d'Irlande du Nord. Bien que cet accord ne mena à aucune modification concrète, c'était le début du processus de politisation du conflit.<sup>196</sup> La plus grande transformation fut celle de l'accord du Vendredi Saint, signé en 1998, qui venait établir les fondements du cadre politique d'un gouvernement d'Irlande du Nord, par lequel les républicains et les loyalistes acceptèrent les termes pour un gouvernement d'Irlande du Nord.<sup>197</sup>

### Stratégie de réconciliation

Bien que des efforts de réconciliation aient eu lieu entre les différents protagonistes tout au long du conflit, ce n'est qu'en septembre 1997 que les représentants politiques du Sinn Féin furent acceptés dans les négociations multipartites. Cette reconnaissance de la branche politique de la PIRA comme entité légale fut entérinée suite à la déclaration de cessez le feu de juillet 1997. Cette déclaration de cessez le feu fut le

---

<sup>195</sup> *Ibid*, p. 466.

<sup>196</sup> Colonel Richard Iron, "Britain's Longest War: Northern Ireland 1967-2007", p. 172.

<sup>197</sup> *Ibid*, p. 175.

résultat des pressions exercées par les leaders politique du Sinn Féin sur l'État-major de la PIRA afin de pouvoir participer au partage des pouvoirs et aux négociations de paix. En fait, le gouvernement britannique avait toujours maintenu officiellement la ligne de conduite de Margaret Thatcher : «Nous ne négocions pas avec des terroristes».<sup>198</sup>

Puisqu'aucune négociation ne serait faite ouvertement avec des groupes politiques ayant une allégeance reconnue à des groupes paramilitaires, la PIRA accepta d'appuyer le Sinn Féin. La démobilisation devenait donc la responsabilité de la Commission indépendante internationale de désarmement (IIDC) créée le 26 août 1997 et présidée par le général canadien à la retraite John de Chastelain.<sup>199</sup> Le rôle de la commission fut ratifié par l'accord du Vendredi Saint du 10 avril 1998 avec une section sur le désarmement de tous les groupes paramilitaires loyalistes et républicains. L'IIDC avait pour mandat de confirmer le retour et la destruction des armes en retour d'une amnistie pour ceux qui y participeraient pendant la période d'existence de celle-ci. Une fois le mandat de la commission arrivé à terme, les individus trouvés en possession d'armes paramilitaires seraient poursuivis en fonction du code criminel d'Irlande du Nord. La PIRA débuta donc son désarmement en 2001 et fut suivie par les autres factions des deux camps jusqu'au 8 février de 2010 où l'IIDC termina son mandat.<sup>200</sup>

Au fur et à mesure que le processus de paix évolua, il y avait un danger que les groupes paramilitaires se fissurent en diverses petites factions radicales indépendantes, ce

---

<sup>198</sup> *Ibid*, p. 174.

<sup>199</sup> Martin Melaugh, "Brief Note on Decommissioning", extrait de *Conflict Archive on the Internet*, <http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/decommission.htm>; Internet; consulté le 11 avril 2010.

<sup>200</sup> *Ibid*.

qui aurait compliqué les négociations de réconciliation. C'est ce qui arriva au sein de la PIRA alors que deux sous-groupes émergèrent, soit la Continuity PIRA et le Real PIRA.<sup>201</sup> Le gouvernement, malgré sa ligne de conduite officielle de ne pas négocier ouvertement avec les terroristes, fut forcé de préserver et même de renforcer la structure de commandement de la PIRA. Selon le colonel Richard Iron, bien que cette façon soit contre intuitive pour un soldat qui cherche à disloquer le centre de gravité de l'ennemi, du moment que la PIRA a semblé intéressée au dialogue et au processus politique, il fallait protéger sa structure de commandement et non l'attaquer.<sup>202</sup> Ceci permettait d'éviter que d'autres factions se forment au sein du mouvement insurgé et ainsi limiter le nombre d'intervenants dans les pourparlers. Finalement, l'IICD a confirmé, le 25 février 2010, que toutes les armes, sous le contrôle des diverses factions, avaient été rendues et que son mandat était terminé.<sup>203</sup> Après plus de 30 ans de conflit, il est maintenant possible de conclure que la stratégie contre-insurrectionnelle ne fut pas de détruire le mouvement des insurgés mais bien de le contraindre à la paix par la politique. Selon le colonel Richard Iron : «le conflit ne s'est pas terminé par la mort d'insurgés, mais par ceux qui ont survécu».<sup>204</sup> Donc, la politique de réconciliation en Irlande du Nord démontre l'importance de l'engagement total que doivent avoir les politiciens, les diplomates et les forces de sécurité envers la stratégie contre-insurrectionnelle du gouvernement.

---

<sup>201</sup> Colonel Richard Iron, "Britain's Longest War: Northern Ireland 1967-2007", p. 184.

<sup>202</sup> *Ibid*, p. 184.

<sup>203</sup> IICD, "Report of Independent International Commission on decommissioning - 25 February 2010"; accessible à <http://www.justice.ie/en/JELR/Commission%20on%20Decommissioning%20Rpt.pdf/Files/Commission%20on%20Decommissioning%20Rpt.pdf>; Internet; consulté le 11 avril 2010.

<sup>204</sup> Colonel Richard Iron, "Britain's Longest War: Northern Ireland 1967-2007", p. 184.

## Les facteurs opérationnels

Encore une fois, il est difficile au point de vue opérationnel de comprendre comment les forces de sécurité ont fait campagne et quel était le plan général. Suite à l'analyse du conflit, il est possible de faire ressortir les deux principales approches de *nettoyer, tenir et construire* ainsi que la *tache d'encre*. Au début des troubles, lorsqu'on fit appel à l'Armée britannique, la solution recherchée se voulut expéditive, alors on engagea de larges ressources dans des opérations classiques de *cordon et fouille*. Ce type d'opération, s'apparentant à la première approche, n'eut pas les effets escomptés puisqu'elle aliéna les Catholiques face à l'Armée et au gouvernement. La PIRA capitalisa au point de vue des opérations d'information afin de créer un mouvement de soulèvement populaire qui fit perdurer le conflit. Par exemple, entre 1972 et 1976, les opérations militaires de fouilles de 250 000 maisons permirent la saisie de 5 800 armes et plus de 661 000 munitions. Cependant, étant donné que les quartiers ciblés furent essentiellement catholiques, le prix politique fut élevé.<sup>205</sup> Affaiblie militairement par ces opérations, mais bénéficiant d'une faveur populaire accrue, la PIRA modifia ses techniques, tactiques et procédures afin d'entreprendre une stratégie de «Long War».<sup>206</sup> Cette stratégie comprenait principalement des attentats terroristes au lieu de confrontations directes avec les forces de sécurité. Face à l'incapacité des forces de sécurité de boucler efficacement une zone pour la nettoyer et la conserver, celles-ci optèrent donc pour une approche basée sur la dissuasion. La dissuasion visait à rendre les organisations terroristes inefficaces et non à les détruire. À partir de 1992, on estima que

---

<sup>205</sup> Ian F.W. Becket, *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies – Guerrillas and their Opponents since 1750*, p. 230.

<sup>206</sup> Colonel Richard Iron, "Britain's Longest War: Northern Ireland 1967-2007", p. 176.

cinq tentatives d'attaque par la PIRA sur six ont avorté grâce aux activités des forces de sécurité.<sup>207</sup>

C'est durant cette période que l'on observa une transition du schéma opérationnel s'apparentant davantage à la *tache d'encre*. C'est-à-dire que les opérations militaires, et des forces de sécurité en général, ne représentaient pas une fin en soi mais qu'elles favorisaient plutôt un environnement de sécurité acceptable afin qu'une solution politique soit mise de l'avant. Selon Don Mansfield, il est reconnu que l'Armée britannique a réussi à gagner du temps pour les politiciens.<sup>208</sup> Une approche pangouvernementale britannique en est donc ressortie et le colonel Iron la décrit en cinq lignes d'opérations :

1. Enlever les causes sociales et économiques de l'insurrection;
2. Travailler de concert avec les gouvernements irlandais successifs afin de développer un cadre politique acceptable pour les deux partis;
3. Créer et maintenir un cadre légal traitant les insurgés comme des criminels réduisant ainsi leur légitimité face à la population;
4. Frustrer la PIRA afin de les amener à réaliser la futilité de la lutte armée;
5. Établir et maintenir les voies de communication avec la PIRA peu importe le coût.<sup>209</sup>

Le renseignement fut un élément crucial afin de permettre le succès de l'approche pangouvernementale. Sur le terrain, il aura permis de dissuader et de neutraliser les actions des insurgés, et sur le plan politique, de conserver les voies de communication ouvertes et faciliter la réconciliation. L'étude de la campagne de renseignements lors des troubles est encore difficile aujourd'hui puisque les forces de sécurité sont encore

---

<sup>207</sup> *Ibid*, p. 177.

<sup>208</sup> Lieutenant-colonel Don Mansfield, "The Irish Republican Army and Northern Ireland", p. 74.

<sup>209</sup> Colonel Richard Iron, "Britain's Longest War: Northern Ireland 1967-2007", p. 183-184.

impliquées à cet égard. Cependant, il est possible de comprendre l'évolution du système de renseignements et l'importance de celui-ci.

À la genèse du conflit, la police d'Irlande du Nord n'avait pas établi un système de renseignements efficace. Ce fut donc l'Armée, qui en 1969, bâtit son propre réseau de renseignements auquel elle ne pouvait inclure la RUC en raison de la réputation de partialité qu'avait la police auprès de la population catholique. Après l'Ulstérisation de la stratégie contre-insurrectionnelle en 1977, les forces de police furent en mesure de développer leur propre réseau de renseignement qui agissait en parallèle de celui de l'Armée. Cette redondance n'était pas idéale mais nécessaire puisque certains informateurs refusaient de s'associer avec l'une ou l'autre des organisations de sécurité.<sup>210</sup> Cette rivalité entre les services de renseignements fut certainement contreproductive en ce qui a trait à la concentration et l'économie des efforts, mais comme le fit remarquer l'ancien directeur de la branche spéciale en Irlande du Nord, l'assistant chef constable Albitson : «Vous n'obtiendrez jamais de la branche du renseignement d'une agence comme l'Armée ou la police de renoncer complètement à son indépendance. Après plusieurs erreurs, nous en sommes venus à un accord que nous étions tous du même côté et qu'il fallait partager les informations».<sup>211</sup> Aujourd'hui, selon Gompert, la police en Irlande du Nord dispose des meilleures capacités de renseignement

---

<sup>210</sup> Ian F.W. Becket, *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies – Guerrillas and their Opponents since 1750*, p. 224-225.

<sup>211</sup> Joint Doctrine Publication 3-40, *Security And Stabilisation: The Military Contribution*, p. 8-13.

et d'enquête afin de localiser les terroristes. L'armée vient donc en soutien aux opérations de police qu'elle lui dicte selon ses besoins.<sup>212</sup>

Une des plus grandes victoires du renseignement sur la PIRA fut la capture du navire *Eskund* au large des côtes françaises en 1987. À cette époque, la PIRA, voyant qu'elle n'atteignait pas les succès militaires escomptés, décida de lancer une opération majeure inspirée de l'offensive du Têt en 1968 au Vietnam. Pour se faire, elle avait besoin d'une quantité considérable d'armes et de munitions qu'elle importerait de la Libye. Grâce aux services de renseignements multi-agences, 150 tonnes d'armes et 5 tonnes d'explosifs furent saisies à bord de l'*Eskund*, mettant ainsi un terme aux aspirations offensives de la PIRA. Selon le colonel Iron, cet échec ajouta à la pression de la PIRA de trouver des compromis politiques.<sup>213</sup>

### **Conclusion Irlande du Nord**

En conclusion, il est aujourd'hui possible d'affirmer que la stratégie contre-insurrectionnelle britannique a été victorieuse et que c'est certainement la patience politique qui a permis une issue pacifique au conflit. Le gouvernement fut assisté par les forces de sécurité afin de garder un environnement de sécurité acceptable et forcer les insurgés vers une résolution politique au conflit. Ce chapitre a donc démontré comment le gouvernement britannique et les forces de sécurité ont adapté leur stratégie d'intervention afin de désamorcer l'insurrection en Irlande du Nord. Le succès

---

<sup>212</sup> David C. Gompert, *War By Other Means - Building Complete And Balanced Capabilities For Counterinsurgency*, p. 222.

<sup>213</sup> Colonel Richard Iron, "Britain's Longest War: Northern Ireland 1967-2007", p. 173.



britannique est directement attribuable à la persistance stratégique et politique ainsi qu'à la culture apprenante de l'Armée britannique. La qualité des renseignements développés est aussi directement responsable du succès gouvernemental. Bref, les insurgés n'ont jamais pu faire passer leur mouvement au-delà d'attaques clandestines conduites par de petits groupes contre des cibles offrant peu de résistance. Donc en reprenant les phases d'une guerre révolutionnaire de Mao Zedong, le gouvernement, soutenu par les forces de sécurité, a réussi à contenir suffisamment la violence afin qu'elle ne passe pas au troisième stade du combat de guérilla<sup>214</sup> et offrir une contre-cause politique acceptable pour toutes les parties.

---

<sup>214</sup> David Galula, *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, p. 72-82.

## CONCLUSION

[trad.] *Vous [les militaires] devez connaître quelque chose à propos de la stratégie et la tactique et la logistique, mais aussi l'économie et la politique et la diplomatie et l'histoire. Vous devez savoir tout ce qu'il y a à savoir à propos de la puissance militaire, et vous devez aussi comprendre les limites de la puissance militaire. En rétrospective, vous devez comprendre que peu de problèmes de notre ère ont été résolus uniquement par la puissance militaire.*<sup>215</sup>  
 - John F. Kennedy, 7 juin 1961.

Les forces militaires sont souvent la réponse des gouvernements quand vient le temps de combattre une guerre. Cependant, comme le faisait remarquer John F. Kennedy, la puissance militaire n'est qu'un outil, si elle est bien employée, permettant de ramener les partis à la table des négociations après avoir redéfini l'équilibre politique. Donc, comprenant que l'issue d'un conflit sera presque toujours politique, il est du rôle d'un gouvernement de s'assurer de comprendre la nature de la guerre et de tout l'outillage à sa disposition pour trouver une solution au conflit. Cependant, puisque la guerre est la principale préoccupation professionnelle d'une armée, le rôle d'éducation et d'orientation des politiques reviendra souvent à des militaires. Dans son même discours, John F. Kennedy remet en question l'adage du militaire qui dit qu'un soldat ne pratique pas la politique, il la protège. En fait, il exhorte les nouveaux officiers à s'extirper de leur tâche première qui est de faire la guerre pour jouer un rôle constructif dans le développement des politiques nationales.<sup>216</sup>

---

<sup>215</sup> John F. Kennedy, "Remarques adressées à la classe de graduation de l'Académie navale des États-Unis", *The American Presidency Project* [revue en ligne]; accessible à <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=8181>; Internet; consulté le 5 février 2010.

<sup>216</sup> *Ibid.*

Aujourd'hui, les guerres irrégulières accaparent les états-majors militaires en dehors de leur rôle traditionnel qui est la protection de la souveraineté territoriale d'un état. Comprenant que les guerres irrégulières sont avant tout un problème politique, les agents gouvernementaux civils doivent devenir eux-mêmes des experts des stratégies contre-insurrectionnelles. Idéalement, ces mêmes acteurs civils devraient maîtriser l'art opérationnel entourant les combats insurrectionnels puisqu'ils doivent devenir les leaders de l'approche pangouvernementale d'un plan de campagne. Bref, ce projet de recherche visait à replacer la responsabilité de la conduite des guerres irrégulières en démontrant qu'une stratégie contre-insurrectionnelle et son application au travers d'un plan de campagne doit être la propriété d'un gouvernement.

Ce mémoire de recherche a démontré que les agents contre-insurrectionnels doivent bien saisir la portée et la cause des troubles auxquels ils sont confrontés afin d'adapter leur stratégie. Dans les cas de la Malaisie et d'Irlande du Nord, les réponses gouvernementales ne pouvaient être importées d'un conflit à l'autre, et ce, principalement en raison des différences entre les causes sous-jacentes aux troubles et de la disparité entre les environnements socio-économiques. Cependant, il a été clairement démontré que ce sont les initiatives stratégiques et politiques qui ont pavé la voie vers une solution pacifique aux deux différents conflits. En prouvant que la contre-insurrection est une affaire politique, cet essai a démontré que le bras armé principal d'un gouvernement doit être sa police et que les forces armées doivent venir en appui aux opérations. L'emploi adéquat des forces de sécurité dans une contre-insurrection est capital et il est primordial que les politiciens soient à tout le moins connaissant des techniques, tactiques et

procédures des différentes forces afin de bien saisir les capacités de leur emploi dans un conflit insurrectionnel. Ce mémoire n'a pas abordé l'emploi tactique des forces de sécurité en soutien aux stratégies civiles et aux plans d'opérations, mais une ébauche des considérations tactiques est soumise en appendice à ce mémoire afin d'ouvrir la voie à des considérations additionnelles.

Enfin, suite à l'analyse des théories stratégiques et opérationnelles des contre-insurrections et la mise en application réussie des approches gouvernementales dans les campagnes de la Malaisie et d'Irlande du Nord, il a été démontré que le gouvernement civil est le meilleur outil contre-insurrectionnel. En reprenant la citation de Mao : « Le Parti commande aux fusils, et il est inadmissible que les fusils commandent au Parti », une stratégie contre-insurrectionnelle efficace visant à établir une paix durable sera menée principalement par des moyens politiques. Néanmoins, les forces militaires doivent conserver une mémoire corporative et s'efforcer de devenir de meilleurs conseillers pour les politiciens qui demeureront souvent des néophytes sur le sujet.

## ÉBAUCHE D'UNE THÉORIE TACTIQUE NON-MILITAIRE

Lorsque le temps vient de parler des tactiques de contre-insurrection, les manuels s'avèrent d'une très faible utilité puisque le combat contre-insurrectionnel est avant tout une lutte politique. La nature mosaïque des insurrections à travers le temps et le monde, ne permettent pas d'identifier un nombre défini de tactiques, généralement pertinentes et applicables. La plus grande capacité contre-insurrectionnelle qu'une force doit posséder, c'est sa capacité à s'adapter à l'insurrection. Une force efficace sera d'abord et avant tout une organisation apprenante. Selon Nagl, les : « [a]rmées devront faire de l'habileté à composer avec des situations compliquées et inconfortables, une partie intégrante de leur culture organisationnelle.»<sup>217</sup> Les aptitudes tactiques d'un gouvernement civil lors d'une contre-insurrection seront exercées par son bras armé qui est la police.<sup>218</sup>

### Compétences générales

La génération des forces de sécurité en vue du combat contre-insurrectionnel devra orienter son entraînement afin de s'adapter à la nature et à l'environnement du conflit. C'est-à-dire que les forces de sécurité devront s'adapter à la réalité de l'envergure du combat insurrectionnel. Pour les forces armées, cette adaptation se traduira par une diminution de sa puissance de combat globale originalement prête pour le combat conventionnel. Cependant, elles doivent continuer d'être en mesure de mener les combats dans l'ensemble du spectre. C'est-à-dire que l'armement sera choisi en fonction de faire face à un ennemi irrégulier et qu'il devra permettre de minimiser les

---

<sup>217</sup> John A. Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, p. 223.

<sup>218</sup> David Galula, *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, p. 49.

dommages collatéraux. De leur côté, les forces de police doivent s'engager dans les opérations de contre-insurrection avec une posture beaucoup plus robuste afin d'être en mesure de survivre à la nature du conflit tout en continuant d'assumer leur tâche policière. Elles sont les seules à disposer de la légitimité nécessaire pour conduire les arrestations, la détention et les incriminations. En tant que gardien du règne du droit, la police doit être en mesure d'être visible de jour comme de nuit et d'être en contact permanent avec la population afin qu'elle ne croit pas que les insurgés contrôlent les rues.<sup>219</sup>

Lors d'une contre-insurrection, la vitesse de réaction et l'initiative sont capitales au succès des opérations. C'est pourquoi les forces de sécurité devraient épouser l'approche manœuvrière dans leur application du commandement. Dans une contre-insurrection, plus que dans une guerre conventionnelle, la structure de commandement doit être plus décentralisée et donner plus de liberté tactique aux commandants de petites unités. Dans sa directive de commandant pour la contre-insurrection en Irak en 2008, le général Petraeus, commandant des Forces armées américaines, a ordonné la responsabilisation des subordonnés pour permettre des actions décentralisées. Il demande de pousser les ressources et l'autorité vers le bas vers ceux qui en ont vraiment besoin et qui peuvent les utiliser. Il dicte aussi l'aplanissement des chaînes de communication.<sup>220</sup> La décentralisation de la chaîne de commandement permet aux commandants sur le terrain d'exploiter les faiblesses de l'ennemi grâce à un meilleur

---

<sup>219</sup> États-Unis, US Army Field Manual no 3-24; Marine Corps Warfighting Publication 3-33.5, *US Army et Marine Corps, Counterinsurgency Field Manual*, p. 6-20.

<sup>220</sup> Joint Doctrine Publication 3-40, *Security and Stabilisation: The Military Contribution*, p. 4A-4.

processus de prise de décision, tout en œuvrant à l'intérieur des paramètres d'un commandement supérieur unifié.

Les opérations de petites unités, la collaboration horizontale inter-agence, l'interaction entre les forces étrangères et l'appareil gouvernemental loyaliste et la décentralisation de l'autorité de prise de décision sont plus importantes que la juridiction formelle et la supervision verticale. Bref, le succès de la contre-insurrection au niveau tactique dépend de la diminution de la dépendance et de l'intrusion des commandants supérieurs dans les opérations sur le terrain.<sup>221</sup>

Les forces de sécurité œuvrant dans une contre-insurrection doivent être des maîtres dans le règne du droit. La loi donne de la légitimité aux actions des forces de sécurité et permet aux forces impliquées de préserver leur crédibilité. Les forces policières sont généralement expertes dans ce domaine et posséderont *de facto* la confiance du public à moins qu'elles n'aient la réputation peu enviable d'être corrompues. La corruption doit être adressée promptement par des organismes indépendants afin de ne pas miner la crédibilité du gouvernement.<sup>222</sup>

La loi pour le policier, tout comme les règles d'engagement pour le soldat doivent être perçues comme des outils leur permettant d'utiliser leur pouvoir plutôt que comme des embûches à l'accomplissement efficace de leurs tâches. Selon Gompert, en vertu de

---

<sup>221</sup> David C. Gompert, *War By Other Means - Building Complete And Balanced Capabilities For Counterinsurgency*, p. 42.

<sup>222</sup> États-Unis, *US Army Field Manual no 3-24; Marine Corps Warfighting Publication 3-33.5, US Army et Marine Corps, Counterinsurgency Field Manual*, p. 6-20.

la loi que représente la police et dans l'accomplissement de leur tâche par l'utilisation minimale de la force, celle-ci sera plus efficace et légitime qu'une force armée. Une force de police bien entraînée, bien dirigée et bien contrôlée sera plus efficace qu'une force militaire généralement étiquetée comme maladroite et plus mortelle. La nature d'une force armée a davantage tendance à intimider plutôt qu'à rassurer la population, surtout lorsque les insurgés opèrent à partir de zones urbaines.<sup>223</sup>

Une chose qui joue grandement dans la défaveur des forces de sécurité loyaliste sont les arrestations injustifiées ou incorrectes et le décès de civils associé à une bévée dans l'emploi de la force. Ces erreurs engendrent la colère populaire et aide au recrutement de nouveaux insurgés. Toujours selon Gompert, les répercussions seront amplifiées si ces erreurs sont commises par des forces militaires plutôt que la police. Il avance qu'une force de police hybride, c'est-à-dire avec une capacité de combat légère capable d'intervenir rapidement avec les pouvoirs d'agent de la paix serait plus légitime aux yeux du public et plus efficace qu'une armée. En conclusion, il explique que des forces armées sont tributaires de leur doctrine, de leur entraînement et de leur équipement, donc contre-productives dans une lutte contre-insurrectionnelle.<sup>224</sup> Bref, une masse ne sera jamais l'outil de prédilection pour écraser une mouche.

---

<sup>223</sup> David C. Gompert, *War By Other Means - Building Complete And Balanced Capabilities For Counterinsurgency*, p. 81.

<sup>224</sup> *Ibid*, p. 82.



### **Compétences de polices spécifiques**

Il serait faux d'affirmer que les militaires ne sont pas en mesure d'exécuter certaines tâches de police liées aux opérations contre-insurrectionnelles. Cette délégation de responsabilité ne doit être que temporaire jusqu'à ce qu'une force de police compétente puisse prendre la relève. Il faut comprendre que certaines tâches ne devraient être accomplies uniquement par la police et ce, sans compromis. Parmi celles-ci, il faut compter les arrestations, les perquisitions, la lutte au crime organisé, les poursuites judiciaires, la protection d'infrastructure politique sensible, les opérations anti-émeute et le contrôle des populations déplacées (réfugiés). Lors de l'insurrection chaude, les tâches statiques de sécurité peuvent être confiées à des milices d'auto-défenses issues des communautés dépendantes. Ceci permettrait de libérer les forces de polices vers des tâches plus sensibles et aussi de permettre aux forces armées de se concentrer sur les opérations de plus haute intensité.

Puisque l'environnement opérationnel d'une insurrection varie d'une région à l'autre dans un même théâtre, les forces de polices doivent être équipées et entraînées en fonction de leurs tâches spécifiques. Afin d'être compétentes au niveau tactique, les forces de sécurité doivent devenir des expertes de leur milieu opérationnel. Par exemple, si le conflit se conduit dans les montagnes, la jungle, le désert, le maquis, les zones rurales ou urbaines, les forces devront être compétentes tactiquement dans ces environnements afin de pouvoir influencer les plans de campagne. De plus, en gardant en tête que l'ennemi a un vote, celui-ci adaptera ses tactiques et ses procédures rapidement, d'un engagement à l'autre. En étant une organisation apprenante et souple dans

l'application de ses procédures, les forces de polices seront en mesure de neutraliser les actions des insurgés. Par exemple, en 2007, l'auteur de ces lignes était déployé dans la province de Kandahar en tant que commandant de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel pour les forces de police afghane, et à ce poste, il a pu témoigner de l'hétérogénéité des curriculums d'entraînement entre les forces urbaines et rurales. Les policiers basés dans la ville de Kandahar devaient concentrer leur entraînement sur la lutte à la criminalité et le contrôle de la population alors qu'à quelques 10 kilomètres de la ville, les compétences requises allaient de la conduite de patrouilles selon des tactiques d'infanteries, de réaction efficace en cas d'embuscades et du nettoyage des routes (principalement en terre battue) piégées par des engins explosifs de circonstances (*Road side bomb*).

Lors d'une insurrection, tout comme lors d'une situation de paix, les patrouilles sont au cœur des opérations de police. Selon David Epstein, les mêmes principes guident les fonctions de police, seulement que des efforts additionnels devront être déployés vers d'autres secteurs. Par exemple, les zones semi-rurales qui se situaient au bas de l'échelle de la criminalité avant l'insurrection, deviendront des nouvelles zones d'intérêts puisqu'elles représentent un environnement plus permissif pour les insurgés.<sup>225</sup> Pour être en mesure d'accomplir ces obligations de patrouille dans cet environnement, il faudra réajuster l'équipement et les réflexes des forces de police. Des armes automatiques, des voitures de patrouille blindées des aéronefs de reconnaissance (avions, hélicoptères et appareil télécommandé), des appareils de détection et de neutralisation d'engins explosifs

---

<sup>225</sup> David G. Epstein, "The Police Role in Counterinsurgency Efforts", p. 149.

de circonstances sont toutes des nouvelles capacités qu'il faudra être prêt à déployer comme outils de maintien de l'ordre. La mentalité et les réflexes policiers devront être ajustés afin de contrer les tactiques, techniques et procédures des insurgés. Les policiers devront être en mesure de survivre dans leur nouvel environnement, comme connaître les procédures de contre embuscade. Leur nouvel éventail de compétences devra comprendre les opérations de subversion, d'infiltration, de contre-renseignement et d'information.

La contre-insurrection est un travail d'équipe qui doit inclure les forces de police, l'armée, l'aviation, la marine, les agences de renseignement et les agences civiles. Tel qu'expliqué précédemment, il ne doit exister qu'une seule autorité afin d'éviter que le travail ne soit fait en silo. Sur le plan tactique, les forces de sécurité doivent disposer des capacités d'interopérabilité en ce qui a trait aux communications et à l'échange d'information. La coordination entre les forces de sécurité permettra d'avoir une économie d'effort par une meilleure synchronisation des ressources.<sup>226</sup> Par exemple, l'armée peut fournir une sécurité additionnelle aux forces de police dans le cadre d'opération de cordon et fouille, et l'armée peut être intégrée de façon conjointe au plan de patrouille de la police.

---

<sup>226</sup> États-Unis, US Army Field Manual no 3-24; Marine Corps Warfighting Publication 3-33.5, *US Army et Marine Corps, Counterinsurgency Field Manual*, p. VII-2.

## BIBLIOGRAPHIE

Agoglia, John. "Learning to Fight the Four-Block War: How Commanders Learn «Non-Military Jobs»", extrait de *Beyond the Three Block War*, sous la direction de David Rudd, Deborah Bayley et Ewa K Petruczynik, Toronto : Institut canadien d'études stratégiques, 2006.

Asprey, Robert B. *War in the Shadows: The Guerilla in History*, New York: William Morrow, 1994. Cité dans John A. Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, Chicago : The University of Chicago Press, 2005, p. 21.

Becket, Ian F.W. *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies – Guerrillas and their Opponents since 1750*, New York : Routledge, 2001.

Benest, David. "Aden to Northern Ireland, 1966-76", édité par H. Strachan, extrait de *Big Wars and Small Wars: The British Army and the Lessons of War in the Twentieth Century*, London : Routledge, 2006, p. 115-144.

Bonner, Robert. *Jungle Basher*, Knutsford, Cheshire : Fleur de Lys Publishing, 2002.

Canada. Direction des concepts et schémas de la Force terrestre. *Land Operations 2021: Adaptive Dispersed Operations. The Force Employment Concept for Canada's Army of Tomorrow*, Kingston : Défense nationale, 2007.

Canada. Ministère de la Défense nationale, B-GL-300-001/FP-001. *Land Operations*, Kingston : MDN Canada, 2008.

Canada. Ministère de la Défense nationale, B-GL-310-001/AG-002. *Opérations terrestre 2021 : Le concept d'emploi de la force de l'Armée de terre canadienne de demain*, Kingston : MDN Canada, 2007.

Canada. Ministère de la Défense nationale, B-GL-323-004/FP-004. *Opérations de contre-insurrection*, Kingston : MDN Canada, 2008.

Chaliand, Gérard. "Introduction", extrait de *Guerrilla Strategies: An Historical Anthology from the Long March to Afghanistan*. Berkley, CA: University of California Press, 1982, p.1-32.

Clausewitz, Carl von. *De la guerre*, Paris : Les éditions de minuit, 1955.

Cohen, Michael. "Counterinsurgency Trap: Future of the US Military", extrait de *Atlantic Council*, 23 mars 2009 [revue en ligne], accessible à <http://www.acus.org/print/3466>; Internet; consulté le 11 décembre 2009.

Davidson, Janine. "Principles of Modern American Counterinsurgency: Evolution and Debate", extrait de *Brookings*, 8 juin 2009; accessible à [http://www.brookings.edu/~media/Files/rc/papers/2009/0608\\_counterinsurgency\\_davidson/0608\\_counterinsurgency\\_davidson.pdf](http://www.brookings.edu/~media/Files/rc/papers/2009/0608_counterinsurgency_davidson/0608_counterinsurgency_davidson.pdf); Internet; consulté le 13 janvier 2010.

Dixon, Paul. "«Hearts and Minds»? British Counter-Insurgency Strategy in Northern Ireland", extrait de *The Journal of Strategic Studies*, vol. 32, no. 3 (juin 2009), p. 445-474.

Dorn, Walter et Michael Varey. "L'essor et le déclin de la «guerre À trois volets » ", extrait de *Revue militaire canadienne*, vol. 10, no. 1.

Elkus, Adam. "Debate Some Doctrine", extrait de *Huffington Post*, 2 décembre 2008 [revue en ligne]; accessible à [http://www.huffingtonpost.com/adam-elkus/debate-some-doctrine\\_b\\_147455.html](http://www.huffingtonpost.com/adam-elkus/debate-some-doctrine_b_147455.html); Internet; consulté le 12 nov 2009.

Epstein, David G. "The Police Role in Counterinsurgency Efforts", extrait de *The Journal of Criminal Law, Criminology, and Police Science*, Vol. 59, No. 1 (Mars 1968), p. 148-151; <http://www.jstor.org>; Internet; consulté le 21 septembre 2009.

États-Unis. Joint Publication 3-24, *Counterinsurgency Operations*, s.l. : s.n., 05 October 2009.

États-Unis. US Army Field Manual no 3-24; Marine Corps Warfighting Publication 3-33.5, *US Army et Marine Corps, Counterinsurgency Field Manual*, Chicago : University of Chicago Press, 2007; accessible à <http://usacac.army.mil/cac/repository/materials/coin-fm3-24.pdf>; Internet consulté le 12 janvier 2010.

Forest, James J. F. *Countering Terrorism and Insurgency in the 21st Century – International Perspectives – Strategic and Tactical Considerations*, v.1, Westport, Connecticut : Praeger Security International, 2007.

Galula, David. *Contre-insurrection: Théorie et pratique*, Paris : Économica, 2008.

Gates, Robert M. "The National Defense Strategy – Striking the Right Balance", extrait de *JFQ*, issue 52, (1<sup>st</sup> quarter 2009), p. 2-7.

Gentile, Gian P. "A (Slightly) Better War: A Narrative and Its Defects", extrait de *World Affairs*, (Summer 2008), <http://www.worldaffairsjournal.org/2008%20-%20Summer/full-Gentile.html>; Internet; consulté le 13 janvier 2010.

Gentile, Gian P. "Let's Build an Army to Win All Wars", extrait de *JFQ*, issue 52, (1<sup>st</sup> quarter 2009), p. 27-33; [http://www.ndu.edu/inss/Press/jfq\\_pages/editions/i52/8.pdf](http://www.ndu.edu/inss/Press/jfq_pages/editions/i52/8.pdf); Internet; consulté le 12 janvier 2010.

Gompert, David C., John Gordon IV, Adam Grissom, David R. Frelinger, Seth G. Jones, Martin C. Libicki, Edward O'Connell, Brooke K. Stearns, Robert E. Hunter. *War By Other Means - Building Complete And Balanced Capabilities For Counterinsurgency*, Pittsburg : RAND Corporation, 2008.

Gray, Colin S. *Irregular Enemies and the Essence of Strategy: Can the American Way of War Adapt?*, Leavenworth : Essai rédigé pour The Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, 2006.

Gray, Colin S. "Irregular Warfare: One Nature, Many Characters", extrait de *Strategic Studies Quarterly* 1, no. 2 (Winter 2007), p. 35-57.

Grimshaw, Lieutenant-colonel N.J.E. "Two Sides of the Same Coin? – An Evaluation and Comparison of the Clear, Hold and Build and the Ink Spot Counter-insurgency approaches". Toronto : travail rédigé dans le cadre du Cours de commandement et d'état-major – Projet de recherche Maîtrise en gestion de la défense, Collège des Forces canadiennes, 2009.

Hoffman, Frank G. "Hybrid Warfare and Challenges", extrait de *JFQ*, issue 52, (1<sup>st</sup> quarter 2009), p. 34-39.

Howard, Michael. "Men Against Fire: The Doctrine of the Offensive in 1914", extrait de *Makers of Modern Strategy: From Machiavelli to the Nuclear Age*, sous la direction de Peter Paret, New Jersey : Princeton University Press, 1986.

Hoyt, Timothy D. "Adapting to a Changing Environment – The Irish Republican Army as an Armed Group", extrait de *Armed Groups*, sous la direction de Jeffrey H. Norwitz, Newport, Rhode Island : U.S. Naval War College, 2008.

Independent International Commission on decommissioning. "Report of Independent International Commission on decommissioning - 25 February 2010"; accessible à <http://www.justice.ie/en/JELR/Commission%20on%20Decommissioning%20Rpt.pdf/Files/Commission%20on%20Decommissioning%20Rpt.pdf>; Internet; consulté le 11 avril 2010.

Iron, Colonel Richard. "Britain's Longest War: Northern Ireland 1967-2007", extrait de *Counterinsurgency in Modern Warfare*, sous la direction de Daniel Marston et Carter Malkasian, New York : Osprey Publishing, 2008.

Kennedy, John F. "Remarques adressées à la classe de graduation de l'Académie navale des États-Unis", *The American Presidency Project* [revue en ligne]; accessible à <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=8181>; Internet; consulté le 5 février 2010.

Kilcullen, David J. "Countering Global Insurgency", extrait de *Journal of Strategic Studies* 28, no. 4 (August 2005), p. 597-617.

Krulak, Charles. "The Three Block War: Fighting in Urban Areas", extrait de *Vital Speeches of the Day*, vol. 64, no 5, (15 décembre 1997), p. 139-141.

Krulak, Charles. "The Strategic Corporal: Leadership in the Three Block War", extrait de *Marine Corps Gazette*, vol. 83, no 1, (janvier 1999), p. 18-23.

Langlois, Éric. "Guerre classique et guerre révolutionnaire : l'illusion de la différence", extrait de *Stratégie* 85, no. 2 (2005), p. 9-24.

Lawrence, T.E. "Twenty-seven Articles", extrait de *Arab Bulletin*, 20 August 1917 [revue en ligne]; accessible à [http://telawrence.net/telawrencenet/works/articles\\_essays/1917\\_twenty-seven\\_articles.htm](http://telawrence.net/telawrencenet/works/articles_essays/1917_twenty-seven_articles.htm); Internet; consulté le 5 février 2010.

Leslie, Andrew, Peter Gizewski, et Michael Rostek. "Une nouvelle approche globale des opérations des Forces canadiennes", extrait de *Revue militaire canadienne*, vol. 9, no 1.

Mansfield, Major Jeremy. "The Malayan Emergency Campaign from 1945 to 1960: An Operations Planning Process Analysis". Toronto : travail rédigé dans le cadre du Cours de commandement et d'état-major – Projet de recherche Maîtrise en gestion de la défense, Collège des Forces canadiennes, 2002.

Mansfield, Lieutenant-colonel Don. "The Irish Republican Army and Northern Ireland", extrait de *Insurgency in the Modern World*, sous la direction de Bard E. O'Neill, William R. Heaton et Donald J. Alberts, Boulder, Colorado : Westview Press, 1980.

Martinez, Luis. *La guerre civile d'Algérie*, Paris : Éditions Karthala, 1998.

Melaugh, Martin. "Brief Note on Decommissioning", extrait de *Conflict Archive on the Internet*, <http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/decommission.htm>; Internet; consulté le 11 avril 2010.

Metz, Steven. "New Challenges and Old Concepts: Understanding 21st Century Insurgency", extrait de *Parameters* (Winter 2007-08), p. 20-31.

Nagl, John A. *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, Chicago : The University of Chicago Press, 2005.

Nagl, John A. "Let's Win the Wars We're In", extrait de *JFQ*, Issue 52, (1<sup>st</sup> quarter 2009), p. 20-26.

Record, Jeffrey. Compte rendu de *The United States Army/Marine Corps Counterinsurgency Manual*, extrait de *Political Review Net*, rédigé par David H. Petraus, James F. Amos, John A. Nagl et Sarah Sewall [revue en ligne]; accessible à [http://www.politicalreviewnet.com/polrev/reviews/MEPO/R1061\\_1924\\_153\\_1007685.asp](http://www.politicalreviewnet.com/polrev/reviews/MEPO/R1061_1924_153_1007685.asp); Internet; consulté le 12 novembre 2009.

Rutter, Lieutenant-colonel James. "La guerre qu'on ne peut pas gagner : Vaincre une insurrection populaire – Enseignement de l'expérience britannique en Malaisie", extrait de *Doctrine*, no 13, (septembre 2007), p. 100-103.

Shadwick, Martin. "L'état des forces", extrait de *Revue militaire canadienne*, vol. 9, no. 4, (2009), p. 109-111.

Sidhoum, Salah-Eddine. "Les milices dans la nouvelle guerre d'Algérie", <http://www.algeria-watch.org/>; Internet; consulté le 22 septembre 2009.

Stubbs, Dr Richard. "From Search and Destroy to Hearts and Minds: The Evolution of British Strategy in Malaya 1948-60", extrait de *Counterinsurgency in Modern Warfare*, sous la direction de Daniel Marston et Carter Malkasian, New York : Osprey Publishing, 2008.

Thompson, Sir Robert. *Defeating Communist Insurgency*, New York : Frederick A. Praeger, 1966.

Thompson, Sir Robert. *Les guerres de l'après-guerre: Conflits et guerres civiles dans le monde depuis 1945*, Paris : Tallandier, 1983.

Thompson, William R. and Karen Rasler. "War, the Military Revolution(s) Controversy, and Army Expansion: A Test of Two Explanations of Historical Influences on European State Making", extrait de *Comparative Political Studies* 32, no. 3, (February 1999), p. 3-31.

Tigha, Abdelkader. "L'indemnisation des «patriotes», ou l'achat du silence des «harkis du DRS»", [http://www.algeria-watch.org/fr/mrv/mrvmili/tigha\\_patriotes.htm](http://www.algeria-watch.org/fr/mrv/mrvmili/tigha_patriotes.htm); Internet; consulté le 14 septembre 2009.

Ucko, David. "Innovation or Inertia : The U.S. Military and the Learning of Counterinsurgency", extrait de *Orbis*, (spring 2008), p. 290-310.

United Kingdom. Joint Doctrine Publication 3-40, *Security And Stabilisation: The Military Contribution*, Shrivenham : Ministry of Defence, 2009.

Wikipedia. "Algerian Civil War", [http://en.wikipedia.org/wiki/Algerian\\_Civil\\_War](http://en.wikipedia.org/wiki/Algerian_Civil_War); Internet; consulté le 14 septembre 2009.